

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°525 JEUDI 5 AVRIL 1984 8,00 F

SIDERURGIE

AU SECOURS DU CAPITAL, LA GAUCHE DEGRAISSE !



Enseignement

Les propositions Savary
font passer,
une fois de plus,
l'école privée devant
l'école publique.

PAGE 6

Chili

Les manifestations
contre le régime Pinochet
se font
de plus en plus radicales.

PAGE 8

Syndicalisme

Centenaire,
le syndicalisme a besoin
d'une cure
de Jouvence.

PAGE 12

Fop. 2520

communiqués

• LA DÉFENSE

Le groupe de La Défense informe les personnes intéressées par l'anarchisme qu'il assure une vente du M.L. tous les jeudis, à partir de 16 h 30, au Pont-de-Neuil, au départ des bus.

• MOULINS

L'Association pour une culture libertaire (A.C.L.) organise, le mardi 10 avril, à 20 h, à l'Université populaire, une conférence-débat sur le thème : « D'une défense de la laïcité à une éducation libertaire ». Cette conférence sera animée par Jean-Marc Raynaud qui récidivera le mercredi 11 avril, à Clermont-Ferrand, et le jeudi 12 avril, au Puy.

• LILLE

Le groupe de Lille anime tous les vendredis, de 11 h à 13 h, une émission : « Le cri des gueux », sur Radio-Campus (99,6 MHz).

• EVREUX

Le groupe Manuel-Devaldes tient désormais régulièrement une permanence le dernier samedi de chaque mois, de 14 h à 16 h, dans la salle des associations (n°1), derrière la mairie d'Evreux. De plus, il assure une vente du M.L. tous les samedis matin sur le marché d'Evreux.

• NICE

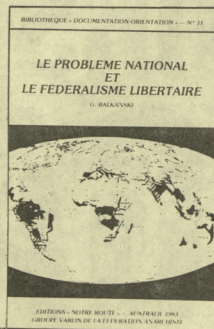
Le groupe de Nice « cause » dans la poste durant 45 minutes sur Radio-Réflexe (Cannes, La-Bocca) à 102,4 MHz, pour une émission antimilitariste intitulée « Rompez les rangs ». Qu'on se le dise ! Le groupe de Nice, nouvellement créé, appelle les événements sympathisants, motivés, à le contacter. Ecrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

éditions



• Le groupe Libertad vient d'éditer une brochure : *Albert Libertad, articles choisis*. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.

• Le groupe Varlin et les éditions Notre route ont édité une brochure : *Le problème national et le fédéralisme libertaire* de G. Balkanski. Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.



• Des compagnons viennent de faire paraître le premier numéro d'une nouvelle revue : *Magazine libertaire*. Ce n°1 est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F le numéro, 140 F l'abonnement à 8 numéros (abonnement de soutien : 200 F).

• *La Rue* n°34, revue du groupe Louise-Michel, vient de paraître. Au sommaire : éditorial - « A quel âge faut-il tuer Big Brother ? » - « Camarades, on attend le changement ! » par R. Bosdeveix ; « Société de consommation ou société d'exploitation ? » par S. Basson ; « La protection sociale » par A. Devriendt ; « Amour, anarchie » par J.-M. Raynaud ; « A propos d'un congrès national de la C.N.T. en Espagne » par M. Joyeux ; « Liban, goulet d'étranglement des civilisations depuis les temps protohistoriques » par A. Vancia ; « L'après-référendum... une perspective anarchiste » par D. Roussopoulos ; interview de Léo Ferré par F. Travelet ; et les rubriques cinéma, poésie, etc.

• Le numéro 12 du journal *Infos et analyses libertaires* boucle sa troisième année de parution. Il est réalisé par les groupes Puig-Antich (Perpignan) et de Béziers de la Fédération anarchiste, avec cette fois-ci une participation du groupe de Toulouse.

Depuis le 22 mars, il est en vente dans les librairies de Perpignan dont la liste suit : « Futur antérieur », rue du Théâtre ; « Torcatís », rue Mailly ; « Librairie de Catalogne », place J. Payra ; « 1984 », rue Foy.

Au sommaire de ce numéro (riche en articles, dessins, photos et documents) : un dossier sur les entreprises en difficulté dans les Pyrénées-Orientales ; des articles sur la montée de l'extrême droite, la lutte paysanne de la Vernède, la contestation à Perpignan, la nouvelle culture biterroise, sur Montand, E. Maire, et... une interview exclusive du chanteur Renaud. Le numéro coûte 6 F (22 pages) et est également en vente à la librairie du Monde libertaire.

Tous les premiers dimanches de chaque mois, vous pouvez rencontrer le groupe Puig-Antich au marché aux puces, route de Bompas. Pour tout contact : *Infos et analyses libertaires*, B.P. 233, 66002 Perpignan Cédex.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château - Allier : Moulins - Ardèche : Aubenas - Bouches-du-Rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air - Calvados : Caen - Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort - Côte d'Or : Dijon - Doubs : Besançon - Eure : Evreux - Finistère : Brest, Quimper - Gard : Groupe du Gard - Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud - Haute-Saône : Gray - Hérault : Béziers - Ile-et-Vilaine : Rennes - Indre-et-Loire : Tours - Jura : Dôle - Loire : Saint-Etienne - Loire-Atlantique : Nantes - Lot-et-Garonne : Agen - Maine-et-Loire : Angers - Manche : Cherbourg - Marne : Reims - Morbihan : Lorient - Moselle : Metz - Nord : Lille - Oise : Creil - Orne : Fiers, La Ferté-Macé - Rhône : Lyon - Sarthe : Le Mans - Seine-Maritime : Le Havre, Rouen - Somme : Amiens - Var : Groupe Région toulonnaise - Haute-Vienne : Limoges - Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e - Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun - Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy - Banlieue ouest : Houilles, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine - Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage - Picardie : Pont-Sainte-Maxence - Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs - Ile-de-France : Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes - Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême - Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire - Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, MontPELLIER, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer, Nice - Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu - Corse : Ajaccio.

débats

• ANGERS

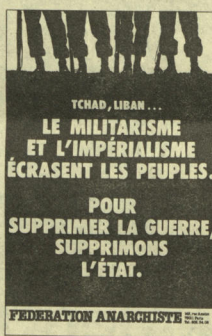
Le groupe d'Angers organise, avec le S.G.E.N.-C.F.D.T., la Ligue des droits de l'homme, l'Ecole émancipée et le groupe antimilitariste, une grande journée contre les accords Armée/Education et contre le militarisme, samedi 14 avril 1984, de 14 h 30 à 23 h, salle l'Elysée, avenue Patton, à Angers.

Au programme :

15 h : diaporama sur le protocole Hernu-Savary, suivi d'un débat ;
17 h : projection du film *La Question* de Laurent Heynemann (sur la répression et la torture françaises en Algérie pendant la guerre) ;
20 h 30 : concert avec le groupe *Algue*.

Toute la journée : bouffe, buffet, tables de presse, stands, panneaux d'infos... Les billets de soutien peuvent être retirés à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, Angers (prix : 30 F). Cette journée sera retransmise en direct par Radio-Gribouille sur 95,15 MHz.

éditions



• Affiche éditée par le groupe Paris-15^e, prix : 5 F l'unité et 1 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires. Format : 60 x 90.



• Le groupe de Toulouse vient d'éditer une affiche sur le thème : « Les ventes d'armes ». Cette affiche est vendue 5 F l'unité, 0,70 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'inventus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :
le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e -
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : « Roto de Paris » 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !
LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

• Le samedi 7 avril, à partir de 20 h 30, aura lieu un spectacle au profit d'Amnesty international, à Villers-Bretonneux (Somme), au marché couvert. Avec la participation de S. Utgé-Royo, Jacques Florencie et F. Solleville. Prix des places : 40 F (adultes) et 10 F (pour les moins de 16 ans).

• Depuis l'été 82, le journal *Mise-à-pied* (infos sur le milieu psychiatrique) a fait paraître les n° 19/20 (46 p., 20 F), 23/24 (40 p., 20 F), 25 (4 p., 2 F) et 26 (46 p., 25 F). Pour tous renseignements : *Mise-à-pied*, B.P. 2038, 31018 Toulouse Cedex.

• *Bankalement-votre* est un journal d'information et de lutte des personnes handicapées (non subventionné, bien sûr !). Il est en vente à la librairie du Monde libertaire. Pour tout contact : *Bankalement-votre*, 36, rue des Haies, Paris 20^e, tél. 373.80.98. Abonnement : 60 F.

• Le VI^e Festival des Grands Chemins aura lieu les 26 et 27 mai à Vinon-sur-Verdon (Haut Var). Au programme, vous pourrez trouver de la chanson, du jazz, et des débats. Cette manifestation s'inscrit sous le signe de la création et de la liberté.

Pour tout renseignement (hébergement par ex.), vous pouvez écrire : Les Grands Chemins, 14, rue Grandes, 83560 Vinon-sur-Verdon. Tél. (16.92) 78.84.79.

• La C.N.T. réunit un comité confédéral les 7 et 8 avril, à Paris. A cette occasion, la C.N.T. étudiera les problèmes que pose à la liberté syndicale, l'existence de la notion de représentativité. Une réunion-débat sur le devenir d'un syndicalisme autogestionnaire et d'action directe aura lieu à 20 h : seront présents lors de cette rencontre : le S.D.B., le S.L.T., le S.A.T., au 33, rue des Vignes, Paris 20^e.

COMMUNIQUÉ

LES ouvriers de l'usine métallurgique de Laval-de-Cère (Lot), en lutte contre la restructuration industrielle qui doit entraîner la fermeture de leur usine, lancent un appel à la solidarité de tout ordre. Décidés à poursuivre leur lutte jusqu'à la satisfaction de leurs revendications, par exemple en ce qui concerne les investissements nécessaires, leur lutte a besoin d'une aide massive.

Aussi, les libertaires du Lot se déclarent-ils solidaires de ce combat, et partie prenante de leurs actions. La solidarité de classe ne doit pas rester un vain mot face à l'attaque du patronat et de l'Etat.

Face à ce système qui nous lamine, nous humilie et ne nous conçoit que dans le rôle de chair à turbin, nous devons nous dresser pour la satisfaction de nos revendications immédiates. Sans perdre de vue que c'est seulement par la destruction du capitalisme, de l'Etat et de ses structures que nous pourrions affirmer notre identité d'hommes.

Non à la restructuration capitaliste ;
Solidarité ouvrière ;
Laval-de-Cère vivra.

Liaison libertaire du Lot

(*) Pour toute aide, écrire : U.L. C.G.T. de Biars, Mairie de Biars-sur-Cère, 46130 Bretonneux (mention : soutien à Laval-de-Cère).

AMIS LECTEURS

L'achat d'un local pour la composition et le montage du *Monde libertaire*, pour l'imprimerie de la Fédération anarchiste était une chose indispensable.

Indispensable, afin que les compagnons travaillent dans des conditions correctes. Pour reprendre la propagande gouvernementale, on pourrait dire, une personne dans quinze mètres carrés, c'est bien... mais trois — et parfois plus — « bonjour les dégâts ! ».

Indispensable, afin d'envisager une augmentation, tant quantitative que qualitative, du nombre de travaux exécutés par notre imprimerie (tracts, affiches, brochures, livres, etc.).

Indispensable enfin, pour que le mouvement anarchiste se dote des outils adéquats au combat qu'il entend mener, pour que nous soyons le plus tôt possible indépendants des moyens d'impression bourgeois ou marxistes. Pour qu'un jour, nous puissions, en toute autonomie, et dans toutes les circonstances, assurer la parution du *Monde libertaire* et des organes de propagande de la Fédération. Il est essentiel et vital pour la construction de la société anarchiste que nous soyons aptes, sans contrôle extérieur, à mener notre combat lors de crise (Mai 68 par exemple) pouvant déboucher sur une transformation sociale.

Mais il ne suffit pas d'avoir signé une promesse de vente, il faut encore pouvoir réaliser le remboursement des prêts accordés. Pour cela, vos souscriptions sont nécessaires, voire urgentes !

Si vous n'êtes pas en mesure de réaliser un effort immédiat, peut-être accepterez-vous, en revanche de nous demander un formulaire de prélèvement automatique mensuel, de 50 ou 100 F par exemple, sans oublier de soutenir le *Monde libertaire*, notamment en vous abonnant.

Nous comptons sur tous !

Les administrateurs

• Souscription :

LENOBLE Denis 50 F, COLLART Jacques 400 F, MASSAGUE 60 F, PATUREL Line 50 F, GUILLAUME F. 50 F, NEEL Jacques 150 F, CABANETTES Alain 50 F, LEGARLANTEZECK Monique 50 F, S. Thiery 100 F, JOURDE Pascal 50 F, RODRIGUEZ Jean 50 F, BOUR Patrick 50 F, PLANAS Henri 400 F, JOURDAN Jean 50 F, BACONIER André 50 F, GRECO Salvatore 50 F, BEURET Alain 50 F, VILNET Geneviève 50 F, FOISONN Christian 50 F, LABORDE Marc 500 F, J. H. 100 F, BERNARD M. 50 F, CLAIRFOND 300 F, FERIOT R. 50 F, MARYNUS R. 50 F, SVAHCE Olivier 50 F, COINCE Bruno 50 F, FOISONN Christian 400 F, DELANGE Marie-Louise 200 F, RAOULT V. 50 F, Groupe du XIV^e 200 F, CABANETTES Marie-France 200 F, GUERIN Robert 150 F, BAZIN Pascal 100 F, FERNANDEZ Jean-Luc 50 F, LARZUL Stéphane 100 F, DEVIENDT André 50 F, FAUDOT Régis 50 F, GOMES Rosita 50 F, Auditrice de Houilles 2 500 F, BERRY Jean-Marc 50 F, BREVIER Marie-Line 80 F, DEVAUX Jean-Yves 15 F, FARC Y Lucien 95 F, CABANETTES Marie-France 500 F, EYCHENE Henri 50 F, BAUD Gilles 80 F, MACQUET Patrice 50 F, BERTRAND Claude 50 F, VIGROUX Patrick 100 F, PRACY J.-P. 50 F, CHEVROT G. 50 F, PERCHERON J.-P. 20 F, COPET Philippe 50 F, VAUGIAC Alain 50 F, BES Pierrette 120 F, Gr. Pierre-Besnard 5 000 F, Gr. de Rennes 350 F, GIL Jean 50 F, Fabrice 350 F, DEVIENDT A. 500 F, NAGELS J.-M. 350 F, BAZIN P. 100 F, Anonyme 100 F, GRANZINOFF 150 F, ALLIGNE I. 100 F, FONTA 150 F, RODRIGUEZ 100 F, C. Benoit 150 F, BOURCY Serge 350 F, Patrick 150 F, HEBERT E. 50 F, BAILLY-SALIN A. 200 F, LOPEZ J. 15, MARCHAND Ch. 100 F, Publico 676 F.

• Virements automatiques :

Groupe d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, Groupe Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe Sacco-Vanzetti 350 F, BOLUDA J.-L. 100 F, PEYRAUT Yves 100 F, REMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 54 F, FEHR Didier 50 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER O. 50 F, Groupe Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, Groupe Malatesta 100 F, Groupe de Béziers 50 F, Groupe de Houilles-Sartrouville 100 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILVERT Guy 50 F, BOUEY Pierre 80 F, Groupe Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Groupe Louise-Michel 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, CHAPEYROU Pierre 100 F, Fernandez Luc 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Individuel Bégard 10 F, Groupe du Marais 50 F, Sylvie LAFABREGUE 50 F, Groupe de Bobigny 300 F, Groupe de Rouen 50 F, BABIN Edmond 100 F, Groupe de Périgueux 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONN Christian 70 F, ROLIN N. et J.-C. 100 F, BERRAUD J.-P. 100 F, SELLIN P. 20 F, CORDELET Didier 30 F, CAILLOT J. 50 F, Liaison Blois 100 F, SANCHEZ M. 50 F, Groupe Sevran-Bondy 150 F, Groupe Bakounine 100 F.

Total des souscriptions (février, mars) : 17 641 F.

Virements automatiques mensuels : 4 849 F.

Total général (février, mars) : 27 339 F.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Amis Lecteurs, En Bref, Un après-midi... — PAGE 4 : B.N.P./S.D.B., Le capitalisme, l'Etat et la crise — PAGE 5 : La mort tranquille, Le point sur les armes chimiques — PAGE 6 : Savary et l'école privée — PAGE 7 : Au royaume des aveugles... — PAGE 8 : Syndicalisme à la sauce américaine, Le Chili, Le Salvador, Un mur de la démocratie à Paris — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Notes de lectures, Radio-Libertaire, Cinéma — PAGE 12 : S.K.F. Ivry, Centenaire, le syndicalisme a besoin d'une cure de Jouvence.

Editorial

Il y a quelques semaines, à Longwy, la C.G.T. avait fait cavalier seul, C.F.D.T. et F.O. ayant boudé les appels krasuckiens à l'unité syndicale. Metz, à la veille du conseil des ministres a vu les syndicats unis manifester à plus de 10 000 sous la pluie. C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O. avaient comme objectif d'être nombreux pour s'opposer au plan acier. Façon comme une autre d'attendre l'arme au pied la décision gouvernementale du 29 mars.

L'Est n'est pas la seule région industrielle de l'acier à être touchée par les restructurations. La Basse-Normandie où l'usine Tréfinmétaux (groupe Péchiney) a été évacuée par les forces de l'ordre, compte près de 5 000 sidérurgistes. La Société de métallurgie de Normandie (groupe Sacilor) s'apprête selon les choix du conseil des ministres à réduire ses effectifs de 2 000 à 3 000 personnes. Caen compterait alors 1 000 nouveaux demandeurs d'emploi dans une ville où le taux de chômage atteint déjà 17%.

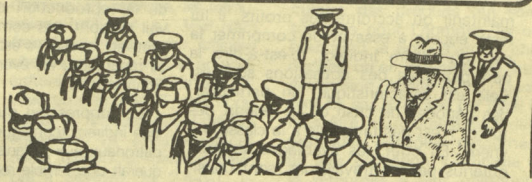
Au 1^{er} avril, le chômage aura officiellement « vécu », du même coup les allocations iront en rétrécissant. Pour ne pas être de reste, le gouvernement, ou plus précisément le conseil des ministres a tranché : dans les 30 000 emplois de l'acier supprimés d'ici 1987, la Lorraine est la plus frappée. Priorité à la rigueur financière et à la gestion du capital !

Dès l'annonce des décisions ministérielles, des manifestations de colère ont eu lieu en Lorraine : à Hagondange, où les sidérurgistes ont investi la mairie et brûlé sur la place publique le portrait du président de la République, à Longwy où le siège du P.S. a été mis à sac. Mais la colère ne se limite pas à l'Est, sur la Canebière, les manifestants de Fos ont élevé des barricades et à Dunkerque, les ouvriers des chantiers navals se sont heurtés aux forces de police.

Le risque d'une violente déflagration sociale en Lorraine ou ailleurs, a été pris de propos délibérés par le gouvernement. Quatre députés socialistes auraient démissionné de leur groupe à l'Assemblée nationale. En Lorraine, après le mot d'ordre de grève générale pour le 4 avril, l'ensemble des syndicats lorrains sidérurgistes et mineurs de fer (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., F.O., C.G.C.) ont décidé une « montée de la Lorraine sur Paris » le 13 avril.

Cet électro-choc industriel, s'appliquant à un corps social déjà meurtri par la crise montre que le gouvernement socialo-communiste est prêt à tout pour rester au pouvoir. Il espère que les réactions syndicalistes et autres se tasseront d'ici les vacances et que rien n'entravera désormais la poursuite du plan acier du gouvernement précédent.

Si l'actuelle bouture est jugée inacceptable par l'ensemble des syndicats, on peut penser que les relais politiques appelleront bientôt à une conception réaliste des problèmes. La décision du 29 mars est en fait un nouveau défi pour les directions syndicales qui s'obstinent à dire que « ça va dans le bon sens ». A nous de le relever pour montrer que syndicalisme et gestion du capital sont deux choses différentes !



UN APRÈS-MIDI DEVANT L'AMBASSADE D'U.R.S.S.

PARCE qu'on a enfermé un des nôtres, nous avons enfermé l'ambassade dans un cercle de chevaux et nous l'avons peinte. Nous l'avons peinte comme nous l'avons vue et elle n'est pas belle. Elle a la laideur de ceux qui emploient la force pour écraser l'intelligence et c'est ça que nous ne pouvons supporter.

Nous ne pouvons supporter que l'on mette en prison un homme qui dessine ce qu'il pense, parce qu'on ne peut empêcher quelqu'un de penser ; nous ne pouvons supporter que l'on prive un homme du plaisir de faire ce travail que nous aimons ; traduire avec ses mains le fond de son âme.

Ils étaient tous là, ceux que vous connaissez par cœur parce

qu'ils se livrent chaque jour, dans leurs dessins de presse. Et puis tous les autres, inconnus ou pas, et des jeunes, beaucoup de jeunes, jusqu'à ce tout petit bout de petite fille, perdue dans une grande feuille blanche.

Ce fut la fête, on faisait la nique au grand méchant loup et jamais après-midi maussade ne fut plus ensoleillé car nous savions la force que représente plus d'une centaine d'artistes dessinant à la place d'un autre, pour vous dire ce qu'ils en pensent de votre ambassade. Pour vous dire ce que vous ne pouvez plus ne plus entendre ; que même au fin fond de sa prison, perdue au fin fond de ce pays immense, Yatcheslav Sysoïev n'est pas seul.

Servin

LE premier cross organisé le 18 mars 1984 par l'Association française des banques (A.F.B.) a été perturbé par la Brigade « Rossi » (nom du directeur de la B.N.P. Gambetta). Le coureur de tête a été kidnappé alors qu'il avait une substa-

Nous l'avons menotté dans l'indifférence générale des autres concurrents, trop occupés à lui railler les lauriers de la victoire. L'avant-courant ne connaît pas de règles.

Un grand bravo pour ce courageux qui a franchi héroïquement la ligne d'arrivée avec ses menottes. La clef des menottes lui sera rendu quand seront réintégrés les trois militants du Syndicat démocratique des banques, mensongèrement inculpés et licenciés.

Amis sportifs, bonsoir !
Rappelez-vous que « le plus important c'est de participer ! »
A la prochaine !

B.N.P./S.D.B. QUE LE MEILLEUR GAGNE !

TEl est le texte du communiqué, envoyé à la presse, le 18 mars 1984 et diffusé, à ma connaissance, par un seul quotidien... à la page sportive !

On se souvient que le 10 février, à la suite d'une machination du directeur de l'agence Gambetta, deux militants du Syndicat démocratique des banques (S.D.B.), Eric Ruotolo et Marc Besnainou, s'étaient retrouvés au commissariat du XX^e. Dans la soirée, Jean Guasco, le délégué révoqué, est lui aussi arrêté, alors qu'il vient prendre de leurs nouvelles. Les chefs d'inculpation sont : « violences,

voies de fait, coups et blessures volontaires ». (1)

Interrogés sur cette manœuvre de la Brigade « Rossi », les militants du S.D.B. nous ont déclaré avoir appris cette initiative par la lecture de ce communiqué dans la presse, tout en avouant avoir beaucoup apprécié l'humour de cette tentative de soutien.

Rappelons qu'il existe bien d'autres moyens de soutien aux trois militants, victimes de la répression patronale ; toutes les initiatives seront les bienvenues à condition que leurs auteurs soient autodéterminés,

conscients et responsables de leurs actes.

Et si, comme l'indique le titre d'un tract diffusé à la B.N.P. par des militants du S.D.B. « Le syndicalisme est mort, il aurait pu nous prévenir ! », espérons que dans l'avenir, réapparaîtra un mouvement ouvrier autonome du patronat et de l'Etat.

Roland
Gr. Pierre-Besnard

(1) Voir M.L. n°521 du 8 mars 1984. Pour tous contacts avec le S.D.B. : permanence les mardis, à partir de 18 h, 130, rue Lafayette, Paris 10^e.

LE CAPITALISME, L'ETAT ET LA CRISE

LES capitalistes ont soif. Soif de plus-value ! L'ennui, c'est que pour produire de la plus-value, il faut d'abord acheter la force de travail, verser des salaires. C'est bête, mais c'est comme ça !

Force de travail et lutte des classes

Du point de vue des travailleurs, le salaire est ce qui leur permet de reconstituer leur force de travail. Mais au-delà de la reconstitution de la force de travail, il y a son entretien et sa reproduction. Son entretien, sous forme de dépenses de santé, et sa reproduction, sous forme de dépenses d'éducation des enfants qui deviendront de futurs salariés.

Il faut donc inclure dans le salaire, en plus de ce qui est nécessaire à la reconstitution simple de la force de travail, de quoi permettre son entretien et sa reproduction : les diverses cotisations de sécurité sociale, de mutuelles, d'assurances chômage, de retraite.

Lorsque le patronat a tout tenté pour maintenir ou accroître ses profits, il lui reste encore à essayer de comprimer la part du salaire indirect, c'est-à-dire la part patronale des cotisations sociales. Cela est caractéristique, en particulier, des périodes de crise où le rapport des forces n'est pas favorable à la classe ouvrière. En effet, les avantages sociaux, obtenus par les travailleurs, sont considérés, à tort, comme des acquis définitifs. Ils ne sont, en réalité, que l'expression d'un rapport de forces. C'est pourquoi, l'attaque patronale contre ces acquis est un symptôme de l'affaiblissement de la classe ouvrière.

C'est précisément ce qui se passe aujourd'hui.

Une charge intolérable pour les patrons...

M. Gattaz, président du C.N.P.F., considère que les versements sociaux représentent une charge intolérable pour les entreprises. La revue du C.N.P.F. affirme même que « la feuille de paie a une partie cachée (...). Par mois travaillé, quand l'entreprise verse 100 F de salaire, elle dépense effectivement 181 F ». Et de conclure : « Nous, on veut bien continuer à être patrons (...) mais supprimez donc toutes nos charges : les cotisations sociales, patronales, les jours fériés, les congés payés... ».

La Vie ouvrière n°2064 qui rapporte ces propos, s'en indigne à juste titre. Mais elle s'indigne à tort de ce que le patronat a l'air de « ranger dans la ru-

brique « salaires » l'ensemble des cotisations sociales patronales ». Car, si l'on considère le salaire comme la somme permettant la reconstitution, l'entretien et la reproduction de la force de travail, les cotisations patronales sont une partie intégrante du salaire, c'est seulement un salaire indirect, ou différé.

En d'autres termes, si l'entreprise verse 100 F au travailleur et 81 F aux organismes sociaux, le salaire réel de ce travailleur est de 181 F, simplement, sa feuille de paie ne contiendra que 100 F, dont une part ira également en cotisations automatiquement prélevées. Dans le pire des cas, ces 81 F de cotisations dites patronales devraient être reversés au salarié, qui pourrait alors choisir de cotiser ou non à des organismes sociaux. On sait en réalité ce qui se passerait dans cette hypothèse : de nombreux travailleurs ne cotiseraient pas.

...mais une charge incompressible,

Mais M. Gattaz sait bien que les frais de la reproduction de la force de travail ne sont pas compressibles. Ce qu'il met en cause, c'est son financement, sa répartition, et, éventuellement, sa gestion étatique.

La suppression pure et simple du salaire indirect (constitué par les versements patronaux aux organismes sociaux) provoquerait une terrible régression. Régression d'abord parce que le prolétariat n'aurait pas pu empêcher cela. Régression ensuite parce qu'on se retrouverait dans la situation des tous débuts du capitalisme industriel. Ce que M. Gattaz ne souhaite pas, non par délicatesse d'âme, mais parce qu'il sait bien que les chômeurs qui constituent une armée industrielle de réserve, n'ont plus, comme il y a un siècle, pour seule fonction de maintenir la concurrence sur le marché du travail, mais permettent aussi une certaine régulation de la consommation des biens et des services produits par l'économie : car, si les chômeurs conservent un certain pouvoir d'achat, ils restent des consommateurs. La consommation des chômeurs permet de maintenir la production — donc les profits — à un certain niveau. En somme, l'indemnisation du chômage ne crée pas de chômeurs ; au contraire, elle permet de garantir un certain niveau de l'emploi et des profits. Ainsi, d'une part la relative sécurité des chômeurs dépend d'une limitation du chômage, du maintien au travail de salariés qui cotisent, d'autre part la relative sécurité des travailleurs employés dépend de l'assurance chômage

qui entretient des consommateurs. » (Suzanne de Brunhoff, *Etat et capital*, Maspero.)

...et qui pourrait être juteuse !

On a vu que le capital ne s'intéresse qu'à ce qui produit de la plus-value. Toute opération nécessaire à la reproduction de la force de travail, et qui ne produit pas de plus-value, est soit laissée aux mains des intéressés, soit remise à des institutions non capitalistes, chargées de gérer la force de travail dont le capital a besoin. C'est l'Etat qui prend en charge ces institutions.

Si l'on assiste à une attaque contre cette prise en charge étatique, ce n'est pas pour supprimer la gestion même des fonds sociaux, c'est pour en transformer la nature. En gros : ça nous intéresse pas dans l'état actuel des choses, mais si on pouvait apporter des modifications qui rendraient cette affaire-là rentable, alors là... Car les organismes sociaux brassent des sommes colossales sur lesquelles relèquent quelques petits malins.

Aux Etats-Unis, la gestion des retraites et des assurances maladie est privée et fonctionne sur le principe de la capitalisation. Les sociétés qui gèrent ces fonds agissent comme toute institution financière capitaliste en plaçant les sommes collectées en bourse. Les versements aux cotisants sont effectués avec les revenus des sommes placées.

Les cotisations sociales fournissent donc au capital une masse d'épargne qui est injectée dans l'économie. Mais le travailleur américain, après une vie de cotisations, touche à titre de retraite moins de 25% de son salaire de fin de carrière — quand il touche quelque chose ! Car les entreprises ne sont pas obligées de constituer des fonds de pension et les 115 000 caisses de retraite subissent les fluctuations de la monnaie et les variations du rendement des placements. A titre de comparaison, le pourcentage en Europe varie de 50 à 70%, ce qui en dit long sur le miracle du capitalisme américain que certains nous vantent.

En fait, le niveau des salaires supérieurs des travailleurs américains n'est pas tant dû à un niveau supérieur de productivité, de développement des forces productives, bref à un degré qualitativement supérieur du capitalisme américain. Il est dû au fait que les travailleurs américains touchent en plus du salaire direct, une fraction du salaire différé qui, en France est versé directement par le patronat aux organismes sociaux. Je suis même prêt à parier un abonnement au M.L. contre un abonnement à l'Express

que si l'on comparait le salaire du travailleur français en incluant les charges sociales totales, avec celui du travailleur américain qui touche son salaire brut, on verrait que les charges sociales du patronat américain sont comparativement inférieures.

C'est à cela que certaines fractions du patronat voudraient parvenir : d'une part libérer des sommes qui pourraient être employées à acheter des biens de consommation, accéder d'autre part à la gestion des sommes colossales qui constituent les diverses cotisations sociales des travailleurs afin de les introduire dans le circuit financier capitaliste.

L'Etat, un instrument qui n'est pas « neutre »

Considérant l'implication croissante de l'Etat dans l'économie et le social, on peut être tenté de considérer que la fonction de l'Etat est double : une fonction répressive correspondant à l'image qu'on se fait traditionnellement de l'Etat, et une fonction de gestion ou de régulation, qui paraît neutre. La gestion de la sécurité sociale et des chemins de fer, par exemple, serait « neutre » alors que celle de la police et de l'armée serait orientée au profit de la classe dominante. Comme si gérer la reproduction du travail social ou le transport des marchandises et des salariés pouvait se faire autrement que dans l'intérêt du système.

Il n'y a pas de fonction « neutre » de l'Etat, surtout quand ce dernier se mêle de gérer la force de travail. Les formes de cette gestion correspondent à la finalité capitaliste du renouvellement de la force de travail à la disposition du capital. Néanmoins, les institutions qui se chargent de cette gestion, et qui sont « le lieu permanent d'affrontement de classes portant non seulement sur leur instauration mais sur leur forme et leur extension » (Brunhoff) réalisent un compromis entre les classes, en évitant certains « excès », permettant un fonctionnement — relativement — harmonieux de la reproduction du capital. Une gestion exclusivement patronale amènerait à des spéculations financières, mais en revanche une gestion uniquement ouvrière pourrait amener la constitution de fonds de secours pour les grèves.

Il n'y a pas d'avantages définitivement acquis. Le niveau d'affrontement au sein des institutions de gestion des fonds sociaux constituent un indicateur fidèle de l'état du rapport des forces entre patronat et classe ouvrière.

Raoul Boullard

LA MORT TRANQUILLE, TOUTE DE ROSE VÊTUE

LA dissuasion a toujours créé un problème de fond pour les militaires. Théoriquement, la menace de l'apocalypse devait garantir la paix. mais, dans le même temps, elle rendait un conflit traditionnel difficilement imaginable. Ainsi, en 1983, un colloque Science et Défense a été organisé sur le thème : « Inciter les scientifiques français à collaborer avec les militaires ». Toutes les recherches ont porté, et portent encore, sur la possibilité d'un conflit nucléaire limité, par l'intermédiaire de ce qu'on appelle « les armes nucléaires tactiques ». Voici donc la solution qui remet en selle les militaires, un instant, désarçonnés.

Les résultats de ce colloque, publiés dans la revue *Sciences et Avenir* sont très éloquentes. On pouvait s'en douter, l'armée, de par la technicité sophistiquée de l'armement, a de plus en plus besoin de scientifiques. Les nouvelles technologies requièrent, en outre, des capacités physiques et psychiques très supérieures à la moyenne. D'autre part, en imaginant ce type de conflits, l'armée nous prépare des réjouissances relevant de la science-fiction. Pour le prêt-à-porter, on revêtira une combinaison de protection contre les radiations, les attaques bactériologiques et chimiques. Il faudra la porter constamment. On nous propose, aussi, des cocktails auto-injectables atténuant les effets de l'irradiation, ce qui permettrait aux soldats touchés de tenir 48 heures de plus contre l'ennemi. Bien d'autres gadgets, aussi divertissants les uns que les autres, seront tenus à notre disposition.

Outre l'élaboration de ces gadgets, l'armée a étudié très sérieusement les mécanismes de la fatigue, de la vigilance, du sommeil, ainsi que les troubles psychologiques causés par le stress très important en cas de conflit. Parmi les expériences en cours, et officiellement annoncées, il y a « la privation du sommeil dans des conditions d'exercices prolongés, le séjour en milieu clos, la surveillance continue sur écran cathodique, le port prolongé d'équipement de protection nucléaire, bactériologique et chimique ». A partir de là, l'ordinateur trie, classe, établit des banques de données...

Connaissant les militaires, gageons d'ailleurs que les recherches sont plus avancées que ce que l'on sait. Les résultats obtenus permettront la sélection, la mise au point de drogues, de systèmes d'entraînement spécifiques, l'élaboration de nourritures appropriées. Cette volonté d'arriver à une « race de surhomme » rappelle étrangement les fantasmes du fascisme hitlérien.



Un des plus gros morceaux, parmi les débats de ce colloque, était l'étude des détériorations psychologiques en cas de conflit. Les scientifiques se sont aperçus, à la suite de ses dernières guerres, d'un taux très élevé de « pertes psychologiques », d'ailleurs complètement différent entre les vainqueurs et les vaincus. Ces anomalies ont été analysées. Parmi les enseignements qu'en tirent les militaires, une remarque les gêne tout particulièrement : pour atténuer la douleur physique et mentale, le cerveau fabrique ce que l'on appelle les morphines endogènes. Or celles-ci, comble de malheur, diminuent du même coup le taux d'agressivité, et donc

la combativité. En clair, on perd l'envie d'aller en décaudre avec son homologue d'en face. Catastrophe ! Voici, un agent qui porte atteinte au moral des troupes, et on ne peut pas l'emprisonner ! L'armée étudie donc des drogues pour obtenir ce qu'il est convenu d'appeler « un bon taux d'agressivité ».

Je vous livre telle quelle la conclusion des psychologues collaborant au colloque : « Il est encore trop tôt pour tirer hâtivement des résultats doctrinaux à partir d'études qui sont inachevées et qui doivent nécessairement être prolongées longtemps. Toutefois, on a pu dégager des enseignements utiles concernant, par exemple, l'opportunité d'entreprendre très tôt (dès le stade de l'école primaire) et de poursuivre toute la vie d'adulte l'éducation des comportements utiles face au danger... ». Aie ! Aie ! Quand on pense au protocole d'accord Hermu-Savary, il y a de quoi en avoir des sueurs froides !

Le but de ce colloque étant de s'attirer l'aide des scientifiques, je vais donner la parole à un homme de science qui avait vu clair en matière d'armement nucléaire : le 23 juin 1966, à l'occasion d'un meeting du Mouvement contre l'armement atomique, à la Mutualité, Jean Rostand disait qu'« il n'y aurait pour l'humanité qu'une solution honorable, et ce serait que les hommes de science, que tous les hommes de science, en tout pays, refusent leur concours à la fabrication des armes atomiques ». Internationale des hommes de science, objection collective de conscience !

Pour ma part, en m'adressant à ceux qui continuent à voter, pour la plupart en disant qu'ils choisissent le moindre mal, je rappellerai qu'en mettant un bulletin dans une urne, on cautionne du même coup l'armée et tous les ignominieux projets qui germent sous les képis. L'armée, ces informations le prouvent, reste, qu'elle soit de gauche ou de droite, une honte à proscrire de l'humanité. Il ne reste que deux issues : un chaos infernal, pouvant déboucher sur l'apocalypse, ou la destruction de toutes les armées !

Alain
Gr. Sacco et Vanzetti

DE L'AGRICULTURE À L'ARME CHIMIQUE

GRÂCE à la guerre Iran-Irak, les moyens d'information font depuis quelques semaines leurs « unes » des dangers de la guerre chimique. Bien sûr, les nations dites civilisées ont renoncé, en 1925, à Genève, à utiliser ce moyen « barbare » de faire la guerre. Depuis cette date, on se tue toujours, mais proprement !

En France, « nous n'avons pas de stock d'armes chimiques, mais nous sommes capables d'en fabriquer dans les 48 heures en cas de conflit », dit-on aux appelés, durant les deux mois de « classes », lors des cours N.B.C. (Nucléaire, Biologique, Chimique).

On ne sait si de tels stocks existent en tant qu'armes chimiques, mais ils existent, en

tant que produits de traitements, en agriculture, puisque plusieurs produits de désinfection des sols sont « d'anciens gaz de combats ». Produits, utilisés pour la désinfection des sols :

- le bromure de méthyle, par exemple, est mortel en 30 mn à la dose de 1 000 ppm (1) en volume d'air ;
- la chloropicrine, ancien gaz de combat, est mortel à la do-

se de 0,12 mg/l de solution épanchée ;

- le 2-4-D, métam sodium, et le 2-4-5-T sont des désherbants qui, sous la forme commercialisée en agriculture, sont « relativement peu dangereux » pour l'homme. En revanche, les formulations utilisées au Viet-Nam étaient beaucoup moins raffinées que les produits utilisés en agriculture (2). Ceci est surtout valable pour le 2-4-5-T, car, lorsqu'on le fabrique, on fabrique également et obligatoirement de la dioxine (tristement célèbre à Sevezo). Le 2-4-5-T, livré aux agriculteurs, ne contient pas de dioxine. Que devient-elle ? Mystère ! En tout cas, elle n'est pas dans les stocks de l'armée, puisqu'ils disent qu'ils n'en ont pas !

Les produits, utilisés pour la dératization, sont aussi très intéressants (pour les militaires, bien sûr !), car ils agissent sur les animaux à sang chaud.

- l'acide cyanhydrique, ancien gaz de combat, est mortel en 30 mn dans une atmosphère en contenant 300 ppm ;
- les anticoagulants, qui provoquent spontanément des hémorragies internes, empêchent la formation de caillots sanguins et entraînent la mort par asphyxie. Ils sont au nombre d'une dizaine et agissent par ingestion (contamination de l'eau, par exemple) : phosphate de calcium + nitrate de baryum + soufre ; phosphore d'aluminium ; phosphate de calcium + pou-

dre d'aluminium. Ces trois produits agissent par vapeur (gaz toxiques).

On voit bien qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des stocks d'armes chimiques, puisque, tous les jours, on utilise en agriculture des produits qui sont toxiques pour l'homme. Ils ne prendront le nom d'armes chimiques qu'en fonction de leur destination finale. D'où viennent les gaz employés par l'Irak ? Peut-être, tout simplement des pesticides agricoles détournés de leur utilisation « officielle » et retournés à leur utilisation première, celle des gaz de combat de 1914-1918.

Il faut tout de même signaler que les produits utilisés sous forme de gaz (bromure de méthyle, chloropicrine, acide cyanhydrique) ne sont utilisés que par des firmes agréées par l'Etat et ne sont pas en vente libre (les militaires sont-ils agréés ?).

Gr. de Nice



Hermu assistant à un exercice aérien simulant une attaque chimique.

A.F.P.

(1) Ppm : parti par million, soit, exprimé en millièmes, la quantité de produit toxique par rapport à une matière considérée. Dans ce cas précis, il s'agit de millièmes de volume d'air, ce qui correspond, pour 1 000 ppm de bromure de méthyle à 4 g de produit par mètre cube d'air.

(2) Les formulations agricoles sont souvent moins concentrées et parfois différentes des produits militaires. Il est plus facile et moins dangereux d'utiliser des produits liquides en agriculture, alors que ces produits sont surtout utilisés sous forme de gaz par les militaires.

SAVARY ET L'ÉCOLE PRIVÉE

Il était une fois, dans un beau village, deux élevages de moutons bien différents : dans le premier, où l'on comptait le plus de têtes, c'étaient des moutons à bonnet phrygien, dans le second, la spécialité était — à 95% — les moutons à bonnet phrygien vif. Un jour du printemps 1981, les moutons à bonnet phrygien I. Nommant arriver un nouveau maître : un maître à bonnet phrygien I. Nombre de moutons et de bergers crièrent victoire : l'élevage des moutons à bonnet phrygien était tellement décrié (mauvaise qualité de l'alimentation, mauvaise formation — voire « n'en-foutisme » — des bergers, et, scandale !... il y avait même des moutons à bonnet phrygien dont la laine n'était pas blanche et qui bêlaient dans une autre langue !), que ces derniers et surtout leurs bergers se dirent : « Chouette, on va enfin pouvoir travailler correctement ! »

Que croyez-vous qu'il advint ? Eh bien, Monsieur Alain, le nouveau patron à bonnet phrygien, laissa aller tel quel son élevage pour ne s'intéresser qu'aux moutons à bonnet phrygien et leur dit : « Faites ce que bon vous semble, c'est moi qui paie ! » Les bergers à bonnet phrygien se dirent *in petto* : « Mais c'est mieux qu'avec Tonton Guerneur et Tonton Debré ! » ; mais, *ex cathedra*, ils craignirent que Monsieur Alain prenne finalement leur place et devienne le grand patron de l'industrie ovine. Ils ameutèrent les moutons à bonnet phrygien. Du côté des bonnets phrygiens, l'inquiétude fut à son comble. On se plaignit que les propositions de Monsieur Alain « contribuent encore un peu plus à persuader les électeurs de gauche que le gouvernement est plus attentif à ses adversaires que prêt à entendre ses amis » (A. Laignel, porte-drapeau des laïcs au groupe socialistes amis de l'Assemblée nationale).

Ainsi, Monsieur Alain a ravivé la guéguerre des moutons. La fin (provisoire ?) de ce conte vers le 11 avril prochain. Moralité : blanc bonnet et bonnet rose !

Les propositions Savary sur l'enseignement privé

Ainsi, plutôt que de chercher à améliorer l'école publique dont il est le ministre, M. Savary cherche à intégrer (nationaliser ?) l'enseignement privé. Rappelons une fois de plus que les fonds de l'Etat augmentent de plus en plus pour le privé et stagnent pour le public, que l'enseignement privé (et non pas libre) est confessionnel à 95%. Et, comme d'habitude, l'enseignement public passe après le privé !

Après deux années de négociations, Savary a fait connaître les quatre décisions concernant l'école privée sous contrat d'association. Il faut savoir que ces décisions ne sont pas définitives ; si le 27 mars, le Conseil supérieur de l'Éducation nationale a examiné le texte et donné son avis. Le Conseil d'Etat devra ensuite en apprécier la validité, le Conseil des ministres devrait l'adopter à la mi-avril et enfin le Parlement le soumettra aux votes lors de sa session de printemps après nombre de palabres et de navettes.

Si la F.E.N., par la voix de Jacques Pommataeu, pense que « sur les deux premiers points, il y a des dispositions positives », l'enseignement catholique, par l'entremise de M. Guiberteau (chanoine), s'oppose au quatrième point : le statut des maîtres — « Nous n'avons ni les moyens ni le choix de formation de nos maîtres » — et des sections P.S. s'indignent et rejettent ces propositions : « Fidèles aux principes républicains de laïcité de l'école et de l'Etat, inscrits tant dans la Constitution que dans la déclaration de principe du Parti socialiste, la sec-

tion du P.S. de Lomme (Nord) ne peut accepter les dernières propositions d'Alain Savary, qui ne font que confirmer le dualisme scolaire que les socialistes, parce que laïques, ont toujours condamné. » Voyons d'un peu plus près ces quatre décisions.

Ouvertures et fermetures des classes

Auparavant, si les établissements privés ouvraient plus de classes que prévues, l'Etat était tenu de financer.

Dorénavant, ils obéiront aux mêmes critères que dans l'enseignement public. Il y a ainsi clarification quant à l'utilisation des fonds publics et le privé ne pourra plus ouvrir des classes à gogo bien payées par l'Etat. Mais est-ce à l'Etat de financer les écoles confessionnelles ?

Le rôle des collectivités locales

L'Etat continue à rémunérer les enseignants du privé sous contrat ainsi que les dépenses de fonctionnement : « Les dépenses de fonctionnement des établissements privés sous contrat d'association sont assurées dans les mêmes conditions que pour les établissements d'enseignement public et conformément aux compétences respectives de l'Etat et des collectivités territoriales ».

Si un enfant fréquente une école privée sous contrat d'association, la commune où est domicilié l'enfant devra participer aux frais de fonctionnement de cette école, ce pour le primaire. Quant aux collèges et lycées, les dépenses de fonctionnement seront « réparties entre l'Etat et les collectivités territoriales ». Ainsi le secteur

privé recevra, pour chaque enfant, la même somme moyenne que le public !

Ce point fait bondir les laïcs et les socialistes : « Le désaccord exprimé porte essentiellement sur l'obligation qui serait faite aux communes de financer l'enseignement privé, décision qui, jusqu'à présent, était laissée à leur appréciation » (Jean Poperen) et plusieurs militants socialistes laïcs ont déjà renvoyé leur carte du P.S.

Les Etablissements d'intérêt public (E.I.P.)

Se fondant sur les principes de la Constitution, l'Etat crée les E.I.P. L'Etat, « conformément à son devoir d'organiser un enseignement public et laïque à tous

les degrés, assure aux enfants et adolescents dans les établissements d'enseignement publics et sur tout le territoire de la République dans le respect des consciences, la possibilité de recevoir un enseignement conforme à leurs souhaits et à leurs aptitudes ;

- garantit à tous l'égalité devant l'éducation ;
- respecte la liberté de l'enseignement qui implique que des établissements d'enseignement peuvent naître d'une initiative privée, dès lors qu'ils respectent les lois de la République ; l'Etat et les autres collectivités publiques assurent un concours financier à ceux d'entre eux qui répondent aux conditions fixées par la loi et ses textes d'application. Les parents d'élèves exercent leur libre choix à l'égard des établissements issus des initiatives privées ».

Ainsi, Savary, s'appuie sur le « devoir d'organiser un enseignement public et laïc à tous les degrés » et sur la « liberté d'enseignement » pour financer l'école privée et confessionnelle au détriment de l'école publique et laïque !

L'établissement d'intérêt public est conçu comme un lieu de répartition des fonds (publics) et de concertation entre les établissements scolaires et les collectivités publiques qui les financent. Ces E.I.P. sont institués par contrat entre l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements et des personnes de droit privé. Ils sont dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; ses finances viennent de l'Etat et des collectivités territoriales. « L'autorité académique s'assure que l'enseignement est dispensé suivant les règles et les programmes de l'enseignement public » (la prière n'est pourtant pas encore obligatoire dans le public !) « et que cet enseignement est gratuit ». Gratuité de l'enseignement privé, les parents n'auront plus à payer pour envoyer leur rejeton dans le privé — ça c'est démocratique, non ? Qui paie ? L'Etat et les

collectivités territoriales. Nous, avec nos impôts, subviendrons aux besoins des écoles chrétiennes, catholiques et autres !

Ces E.I.P. seront gérés par un conseil d'administration comprenant un représentant de l'autorité académique et des délégués des établissements privés regroupés dans l'E.I.P. (chefs d'établissements, personnels, parents d'élèves).

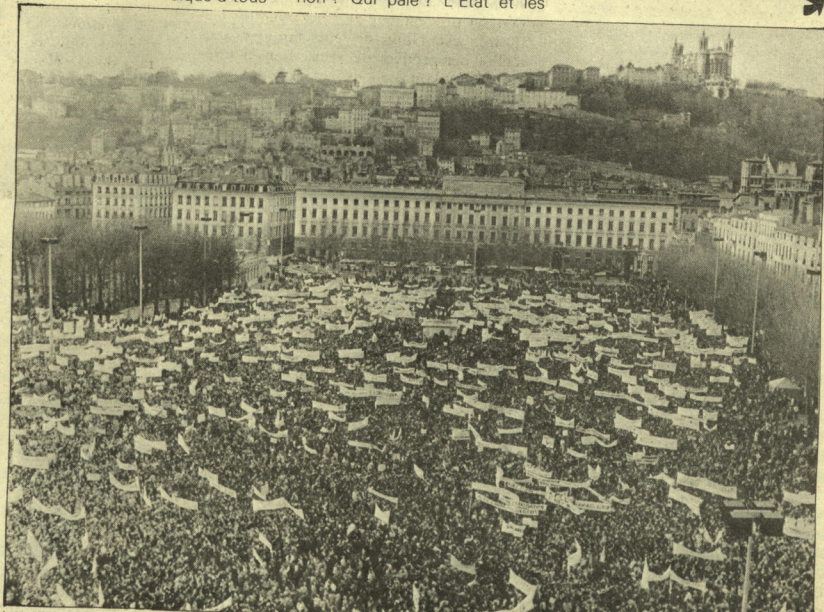
Le statut des enseignants

Des maîtres de l'enseignement public comme des maîtres liés à l'Etat par contrat de droit public peuvent exercer dans les établissements privés et sont rémunérés par l'Etat ; ils sont nommés sur propositions d'une commission en accord avec le chef d'établissement. Cela rappelle l'article 4 de la loi Debré (1959) : l'enseignement est « confié, en accord avec la direction de l'établissement, soit à des maîtres de l'enseignement public, soit à des maîtres liés à l'Etat par contrat ».

Ce qui déplaît à l'enseignement privé, c'est qu'au bout de six années, ces enseignants pourraient être titularisés (fonctionnarisés) s'ils le désirent et avoir ainsi les mêmes salaires et avantages (sécurité de l'emploi) que dans le public. Cette fonctionnarisation fait trembler nos évêques et autres chefs d'établissement qui ne pourront plus « remercier » leurs enseignants, mais aussi parce qu'ils craignent une mainmise de l'Etat sur leur « pédagogie ».

A l'écoute de nos manieurs de goupillons que chagrinait ce quatrième point, Savary et le gouvernement ont décidé que le statut des maîtres serait fixé par décret ! De quoi vont-ils se plaindre maintenant ?

Voilà, en quelques lignes, les décisions du gouvernement quant à l'enseignement privé, décisions qui « constituent des réponses raisonnables, raisonnables et concrètes à des problèmes qui divisent depuis long-



Les pèlerins de Lyon.

A. F. P.

AU ROYAUME DES AVEUGLES, LES BORGNES SONT ROIS

temps notre système éducatif et, à travers lui, l'opinion » (Savary).

Nationalisation du privé ou privatisation de l'enseignement ?

En tout cas, voilà un bon Concordat dont nous avons perdu l'habitude ! L'école privée devient gratuite et est entièrement financée par l'Etat et les collectivités territoriales. Qui saurait s'en étonner lorsqu'on a un président de la République, élevé dans ces écoles, qui officiellement va se recueillir sur la tombe d'un « frère », ancien prof, et va ouvertement à la messe dominicale ? Oh, camarade François, toi qui te plains du faible niveau des écoliers en histoire, 1905 : séparation de l'Eglise et de l'Etat, ça ne te dit rien ? Et mars 81, avec tes vingt propositions pour l'Ecole, pour l'école publique et laïque... au fond d'un tiroir ou à la poubelle ? Après l'armée à l'école, c'est au tour de l'église !

Avant que de chercher à nationaliser le privé pour créer un grand service public et laïque de l'Education, Savary aurait peut-être pu se pencher sur les problèmes de l'école publique et laïque qui a tant besoin de finances justement et de moyens pédagogiques que réclament F.E.N., S.G.E.N. et enseignants laïcs depuis tant d'années.

Le 25 avril, le C.N.A.L. organisera à son tour des manifestations pour la défense de l'école publique. Je leur proposerais de reprendre l'affiche utilisée pour la manif de Versailles : Une école derrière des barreaux, et comme slogan : « Pour la liberté à l'école ! », en plus des slogans attendus (« L'argent du public à l'école publique », etc.). Car y a-t-il liberté à l'école des « moutons à crucifix » ? Non ! Mais y a-t-il liberté à l'école des « moutons à bonnet phrygien » ? On ne peut que regretter que l'enseignement privé soit confessionnel ou/et patronal, s'insurger contre le fait que l'argent de l'Etat aille dans les caisses de telles écoles.

Ni Dieu ni maître. Nous n'avons à défendre ni l'école privée confessionnelle et patronale ni l'école d'Etat. On peut, on doit, défendre l'idée de la laïcité. « L'éducation laïque, c'est protéger de l'ignorance, c'est apprendre à voir, penser, décider par soi-même. C'est considérer que la vérité n'est pas définitive et ne rien accepter sans examen critique. C'est admettre, pour chacun, le droit de penser différemment. C'est donner à chacun les possibilités de sa réussite, et à tous, l'accès au patrimoine culturel. » (Guy Georges, secrétaire général du S.N.I.-P.E.G.C., janvier 1981.) (1)

Les décisions de Savary sont indignes et révoltantes, il fait une politique que la droite n'a jamais osé faire ; c'est d'ailleurs la « politique » de ce gouvernement de gauche : faire une politique de droite afin de conserver le pouvoir. Ni droite ni gauche, et basta !

Jean-Pierre Beraud

(1) Sur la laïcité, voir le *Monde libertaire* n°391 du 5 mars 1981, « De la laïcité ».

On n'en parle pas souvent, sinon de manière très intellectuelle, très médicale, dirais-je même. Ils représentent pourtant une fraction non négligeable de la population, ceux qui sont désignés sous les vocables « handicapés, sociaux, inadaptés, etc. »

Oubliés, rejetés par l'inconscient collectif, les seuls discours qui s'entendent, s'embarlificotent dans la phraséologie de la psychiatrie, du travail social, et du monde médical ; discours de spécialistes qui avant tout masquent l'incohérence d'une politique sociale qui tient un tant soit peu la route.

En France, durant de longues, de très longues années, le statut du malade mental s'est confondu avec l'histoire de l'interne asilaire. Le fou, le déviant, le débile se sont trouvés enfermés, camisolés, baillonnés, psychiatisés, comme si le fait d'être épinglé comme malade mental donnait aux autres le droit de nier l'individu en tant que tel, en le retirant du circuit social dans lequel vit le plus grand nombre. Les abus de pouvoir ne sont plus à démontrer. De l'enfermement abusif à l'utilisation répressive de l'internement par les pouvoirs policiers, familiaux, politiques, les exemples abondent.

L'association-patron

Un interné, ce n'est pas très rentable. La mise en place, par le secteur associatif, de structures de travail protégé a été favorisée par la République. Bonne façon de se décharger en grande partie d'un problème de taille. Les Centres d'aide par le travail (C.A.T.), les Ateliers protégés, ont fleuri sur le territoire. Certains départements ont misé fortement sur cette « nouvelle industrie ».

A titre d'exemple, la Lozère retient notre attention. Ce département, n'ayant aucune implantation industrielle satisfaisante, a vu ses élus se mobiliser pour favoriser l'implantation de tels établissements. Il faut se souvenir que ces élus sont traditionnellement de droite et que l'ouverture de Centres d'aide par le travail a aussi une dimension politique et surtout électorale.

En effet, il n'est pas rare de lire dans les projets institutionnels, rédigés à l'époque, que la création d'emplois reste un souci essentiel (personnel éducatif, de service, etc.). Et les handicapés là-dedans ? Ceux-ci proviennent de l'ensemble du territoire, vivent loin de leurs familles, sans réelles perspectives de réinsertion. La région d'implantation de ces établissements n'offre elle-même que peu de possibilités (zone rurale de montagne, éloignée de tout centre urbain). Il est à noter que ces centres reçoivent un volume important de handicapés (le chiffre de 80 à 100 résidents dans une institution n'est pas rare). Dans ce cas, parler de réinsertion socio-professionnelle reste une gageure. Le label « malade mental, handicapé ou inadapté » encourage plus la fermeture des portes que leur ouverture.

Curés, patrons : même combat !

Les institutions de travail protégé sont en grande majorité gérées par des associations « loi de 1901 ». A l'heure où le débat sur l'enseignement privé fait la « une », il est surprenant de constater le peu d'intérêt que soulève ce que nous pouvons appeler la mainmise cléricale sur le système associatif du secteur social. Celui-ci est subventionné par les fonds publics, ne l'oublions pas.

Dès le début du siècle, l'Eglise, avec l'aide de la bourgeoisie cléricale, a eu très vite la volonté de contrer les initiatives pri-

ées par la classe ouvrière pour organiser son émancipation et améliorer son sort sur le plan économique et social. La révolution est présentée comme un péril à combattre. En un mot, la lutte des classes joue à plein.

Face à cette montée de la conscience ouvrière, de sa volonté d'émancipation, la bourgeoisie opposa le discours du réformisme social, de l'éducation du peuple. Quelle éducation direz-vous ? Prenons quelques propos de l'époque. On parle « d'abattre les barrières », de parvenir « à la fusion des classes », « à leur pénétration mutuelle ».

Mais, qui pourrait propager la bonne parole dans ce monde ouvrier, somme toute, bien étranger aux bourgeois réformistes de l'époque ? Devinez quel fut l'heureux messager de cette paix sociale proposée par la bourgeoisie ? Si vous répondez l'Eglise, vous avez gagné ! Au passage, n'oubliez pas les protestants, s'il vous plaît !



Libérons-nous de l'obscurantisme.

A.F.P.

Immédiatement, la machine cléricale se mit une fois de plus au service de son complice historique, le pouvoir financier et politique. C'est une machine efficace, disposant d'énormes moyens, qui délégua auprès du peuple les bonnes volontés (œuvres charitables, dames patronnesses issues de la bourgeoisie, etc.). Les dons affluèrent, les pionniers de l'assistance sociale prêchèrent dans la classe ouvrière les bienfaits de la réforme de la société souhaitée par les possédants, et tentèrent de contrer la diffusion et l'implantation des idées socialistes.

L'assistance sociale mit du temps à se sortir de l'ornière du bénévolat. Le statut de salarié de l'assistance sociale vit le jour avec l'apparition des surintendantes d'entreprises. Robert Peugeot et la famille Michelin, dès les années 20, favorisèrent le développement de la présence de surintendantes chargées du redressement moral et social des ouvriers dans les usines. Un des champs d'intervention de ces surintendantes fut par exemple les femmes travaillant dans les usines d'armement durant la guerre de 1914-1918. La morale et la vertu sont bien gardées ! L'assistance sociale, investie de la mission du relèvement de la classe ouvrière, vit ses pouvoirs étendus.

Vichy ne s'est pas trompé sur la capacité d'intervention des travailleurs sociaux dans le monde ouvrier. Les assistantes sociales de l'époque ont largement contribué à disséminer l'évangile pétainiste « Travail, Famille, Patrie » et à encenser les bienfaits du syndicalisme corporatiste.

Il faut rappeler qu'aujourd'hui encore, les assistantes sociales sont en majorité issues d'un milieu catholique. Elles ont été élevées religieusement (à plus de 80%) et militent très souvent dans des mouvements confessionnels (1). Comme nous le voyons, en fin de compte, peu de choses ont changé et si l'assistance sociale a apparemment évolué, on peut utiliser comme critère d'évaluation l'évolution de l'Eglise (tout dans l'apparence et rien sur le fond).

De l'assistance à l'éducation

Ces dernières années, le terrain de l'assistance s'est vu rogner par le travail mené par les éducateurs et les travailleurs sociaux de tout poil. Les discours et la terminologie de la psychologie, de la psychiatrie, sont largement mis à contribution. Une démarche scientifique qui tend à occulter les vraies raisons de la marginalisation

des inadaptés. L'inadaptation est un produit de notre machine sociale. Cette machine doit-elle s'adapter à l'homme ou l'homme à celle-ci ? Déjà entendu quelque part, non ? Et pourtant, comment ne pas constater que les conditions nécessaires à l'adaptation dans nos sociétés modernes deviennent draconiennes.

Le moule social a des ratés de plus en plus nombreux, la machine rejette beaucoup d'éléments inadaptés, inutilisables par elle. Mais le monde moderne va vite. La course au progrès technologique et au profit ne laisse guère de temps pour permettre aux moins bien équipés de s'accrocher. A ce jour, la seule réponse apportée est la suivante : construisons des petits ghettos, encourageons le développement de structures spécialisées. Et si les handicapés travaillent, alors c'est tant mieux ! Qu'ils fassent ce qu'ils peuvent, ce sera toujours ça de pris, quitte à sacrifier l'éducatif pour la production.

Et puis, après tout, les handicapés mentaux, ça ne vote pas, ça n'est pas syndiqué, ça ne se fait pas remarquer. Alors, pourquoi se casser la tête ? On risquerait d'en avoir un comme voisin de palier, comme compagnon d'établi. Et ça, ce serait révolutionner la société. Révolutionner vous avez dit ? Révolution sociale, alors !

Yanik Brunet
Liaison Le Puy

(1) Lire à ce sujet *Le travail social* de Jeannine Verdes-Leroux, aux éditions de Minuit.

SYNDICALISME À LA SAUCE AMÉRICAINE

QUAND on parle de syndicalisme aux Etats-Unis, on pense à bureaucratie, immobilisme et corruption, mais pas à projet social ou révolution. Dernièrement Edmond Maire, voulant justifier la non-participation de la C.F.D.T. à la grève du 8 mars des fonctionnaires, a vitupéré contre le « gompérisme », sorte de monstre qui réclamerait toujours plus. Il présentait cette « vilaine image » au public et disait que la dégénérescence du syndicalisme était proche (1)... Gompérisme vient du nom de Gompers, personnage-clé du trade-unionisme nord-américain de la fin du siècle dernier, ses conceptions « syndicales » reposaient sur l'organisation de syndicats de métiers ne rassemblant que des ouvriers qualifiés. Outre le problème que les ouvriers non qualifiés se trouvaient exclus de l'American Federation of Labor (A.F.L.), aucune grève de solidarité locale ou générale ne pouvait être envisagée.

Le gompérisme était, selon ses dires, un trade-unionisme « pur et simple » ; s'il reconnaît l'existence d'une lutte entre capitalisme et salariés, il ne se donne pas pour objectif l'abolition du salariat et il ne manifeste pas l'intention de transformer la société. Née à la fin du siècle dernier, cette conception particulière du syndicalisme règne encore en maître aux Etats-Unis, pays où il y aurait en fait un phénomène de « double pouvoir », celui du Big Business et celui du Labor. Pourtant le mouvement ouvrier américain n'a pas été limité à la

pratique d'un syndicalisme s'accommodeant de l'ordre capitaliste.

Le symbole du 1^{er} mai prendra aux Etats-Unis, en plein bouillonnement économique, à Chicago en 1886, toute sa signification quand Parsons, Spies, Fischer et Engel furent pendus ou emprisonnés à vie, à la suite de la grève de l'usine Mac-Cormick. Malgré les conceptions officielles modérées de l'A.F.L., il existait un fort courant radical ouvrier. Ainsi les travailleurs de Chicago étaient influencés par les militants libertaires et « habitués aux meetings en plein air, aux immenses cortèges, aux piqueniques monstres, aux bagarres de rues avec bannières rouge et noir et le plus large déploiement d'insignes et de tracts, un moment même encadrés par des groupes d'auto-défense armés, (ils) revendiquèrent en grand nombre pour la grève du 1^{er} mai 1886. » (2). Des conceptions diamétralement opposées animaient donc le mouvement ouvrier américain alors que de 1880 à 1890 cinq millions de travailleurs non qualifiés émigrèrent de la vieille Europe aux Etats-Unis.

L'A.F.L. continuant à repousser l'adhésion de ces travailleurs « non skilled », se constituèrent en 1905, les Industrial Workers of the World (I.W.W.), partisans d'un syndicalisme d'action directe, de lutte de classes et de solidarité ouvrière. Nombreuses sont les grèves que les camarades des I.W.W. menèrent et gagnèrent : en 1912, à l'American Woolen Company, les 25 000 ouvriers de l'usine de Lawrence (Massa-

chussets) obtinrent une augmentation de salaire ; en 1913, dans l'industrie de la soie à Paterson (New-Jersey) une grève de solidarité s'étendit à 35 000 travailleurs...

Une alternative syndicale existait donc face à l'A.F.L., mais l'entrée en guerre des Etats-Unis (1917) déchaîna contre elle une féroce répression. Des milliers de « wobblies » furent arrêtés et condamnés à de longues années de prison, quand ils n'étaient pas simplement tués dans leur lit.

Depuis l'A.F.L. (rejointe par le Congress for Industrial Organizations [C.I.O.] en 1949) a repris en mains le mouvement ouvrier américain, appliquant le gompérisme tout en le mettant au goût du jour. L'AFL-CIO est une organisation syndicale défendant la feuille de paie de ses adhérents soit, mais l'anti-soviétisme semble être sa seule doctrine. Cesar Chavez, militant de la National Farm Workers Association (syndicat indépendant de l'A.F.L.-C.I.O. jusqu'en 1966), semble être une des seules résurgences des tendances radicales du mouvement ouvrier nord-américain. Dans l'automobile, le caoutchouc, les mines ou l'acier, il y a bien çà et là des manifestations d'opposition, mais le jeu semble bien pipé ! Ou alors ? *Wait and see !*

Alexis Pierre

(1) Nous, on penserait plutôt que la dégénérescence du syndicalisme est d'inviter des patrons à exposer leurs problèmes dans des stages de formation syndicale...
(2) M. Dommanget, *Histoire du 1^{er} mai*, p. 46, éditions La Tête de feuilles.

CHILI CONTRE PINOCHET

LE représentant des Etats-Unis à Santiago du Chili a manifesté dernièrement et publiquement sa déception vis-à-vis des « lenteurs » du processus d'« ouverture » amorcé à l'automne. Le régime dictatorial de Pinochet gêne maintenant le capitalisme nord-américain ou plutôt il ne lui sert plus à rien. Ceux qui avaient en 72-73 contribué à la chute de Salvador Allende tolèrent, voire encouragent les mouvements de protestation contre le général Pinochet. Les petits commerçants, les camionneurs ont des vues changeantes sur leur appréciation du régime chilien.

versités. Ce mouvement de résistance face à une dictature sud-américaine « lâchée » par le grand frère « yankee » est certes hétéroclite. Pour être bref, cela ressemble plus à un front des mécontents qu'à un mouvement de classe. De la Démocratie chrétienne aux différentes oppositions parlementaires, nombreux sont ceux qui se bousculent pour tenir le devant de la scène ! La journée de protesta du 27 mars n'a sûrement pas été ressentie de la même façon sur les barricades des quartiers pauvres, autour des universités, où des affrontements violents ont occasionné des morts par balle. Gabriel Val-



La dernière « protesta » du mardi 27 mars contre le gouvernement Pinochet a paralysé le pays pendant une journée. Il y a à peu près un an, en juin dernier, quand des regroupements syndicaux dont le Commandement national des travailleurs avaient lancé le mot d'ordre de grève générale, on pouvait parler de demi-échec. Le 27 mars, les Chiliens se sont abstenus dans leur immense majorité d'aller au travail. Les transports ont été pratiquement paralysés comme à Santiago, Valparaiso et Concepcion, les trois principales villes du pays.

L'absentéisme a été quasi total dans les écoles et les uni-

versités, démocrate chrétien, président de l'Alliance démocratique a déclaré à la presse : « la protesta a été une magnifique démonstration de maturité civique », montrant par là qu'il voulait s'en servir comme d'un marche-pied...

Il existe aussi au Chili des regroupements comme le Mouvement pour la rénovation syndicale, témoins d'un tissu social qui n'a pas accès aux médias internationaux. Pinochet sent son trône vaciller et les prétendants se pressent pour la succession, le peuple chilien y trouvera-t-il son compte ?

Alexis

SALVADOR ET CASTRO

DANS l'Amérique du Sud, rien de ce qui se fait n'échappe à l'œil vigilant du capitalisme américain qui mesure tout selon la loi de son profit. Une récente interview de Fidel Castro à un hebdomadaire américain a révélé que les guérilleros salvadoriens étaient vraiment disposés à négocier avec le gouvernement du Salvador. Affirmation à première vue étrange car la guérilla a toujours dénoncé la « farce électorale ». Fidel Castro reprenant en fait une ligne parallèle à celle de Yalta parle à la place des guérilleros salvadoriens, en digne représentant de l'un des « blocs ».

« Ce n'est pas nous qui nous déclarons les ennemis des Etats-Unis. Ce sont les Etats-Unis qui se déclarent par avance ennemis des pays révolutionnaires » a déclaré en outre Fidel Castro. Volonté à peine voilée de mettre un bémol sur

la raideur des relations Etats-Unis-Cuba. Envoyant quelques fleurs posthumes à Kennedy, estimant que pour l'essentiel les Etats-Unis et Cuba « recherchent la même chose ». Tout en réaffirmant le droit de son pays à soutenir les mouvements révolutionnaires partout où ils se trouvent, Castro déclare que ce sont les Etats-Unis qui doivent apprendre à « respecter » les révolutions. En effet, toujours dans la même interview Fidel n'exclut pas l'éventualité d'un débarquement militaire américain au Salvador.

Avertissement donc aux Etats-Unis : si vous contrecarez les mouvements d'opposition qui naissent et se développent en Amérique du Sud, nous vous créerons des ennus ! La guerre froide existe toujours, les deux blocs continuent à jouer aux échecs.

F.B.

LA SEMAINE DERNIÈRE, UN MUR DE LA DÉMOCRATIE À PARIS

GENS d'ordre rassurez-vous, il était en carton et a été démonté peu de temps après. En mars 79, à Pékin, on arrête Wei Jingsheng, un des animateurs les plus connus du « Printemps de Pékin ». Il est l'auteur du célèbre « dazibao » : « La cinquième modernisation, la démocratie » et participe à la revue *Enquête*. Peu de temps après, les arrestations se multiplient, les revues non officielles « tombent » les unes après les autres. Celui qu'on présente comme pragmatique et rénovateur, Deng Xiaoping, décapite la contestation

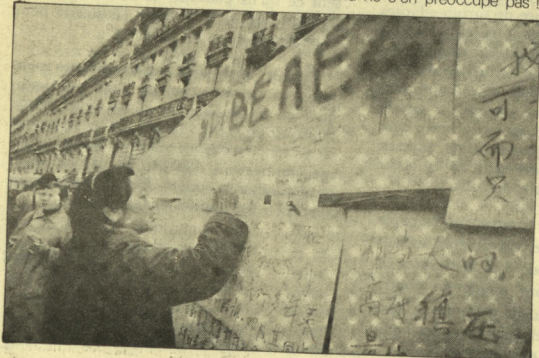
au grand jour. Les prisons et les camps se remplissent.

Depuis, la dictature pragmatique du prolétariat chasse les délinquants locaux comme en France on chasse les caries, à grand renfort de pub. Au cours du second semestre de 83 : 965 000 arrestations, 10 000 à 20 000 exécutions capitales dont certaines se passent dans les stades. Rassurez-vous, intellos de gôche, ce sont des « hooligans », des associaux, des criminels... bref, des droits communs. La preuve c'est que Yves Montand ne s'en préoccupe pas !

C'est pour attirer l'attention de l'opinion que l'A.I.D.A., la Ligue des droits de l'homme, le C.I.C.R. appelaient à un rassemblement devant l'ambassade de Chine, pour reconstruire le « Mur de la démocratie ». La présence de flics français et... chinois — ils ont la même « touche » sous toutes les latitudes — ont empêché le mur de se construire sous les fenêtres de l'ambassade, mais l'ont toléré plus loin, là où cela ne gêne pas. Fait positif, de nombreux associaux soviétiques étaient là (le S.M.O.T., la revue *Poeski*) ; de plus les petits veinards de la région parisienne pourront écouter sur 89,5 MHz, courant avril, une série d'émission sur le sujet. Les autres peuvent quand même lire beaucoup de livres, que l'on trouve à cette excellente librairie...

« Nous voulons devenir maîtres de notre propre destinée, nous n'avons pas besoin de dieux ni d'empereurs, nous n'avons foi en nul sauveur, nous voulons avoir barre sur notre propre destinée. » (Wei Jingsheng) On comprend mieux pourquoi le 29 mars 1979...

Wally



L'ANARCHISME SUÉDOIS AUJOURD'HUI

NOUS devons tout d'abord dire que, en 1983, l'anarchisme s'est développé rapidement en Suède. Pour la première fois depuis des années, il y a eu plusieurs conférences nationales, auxquelles participèrent des groupes et des individus de presque tout le pays. La première rencontre eut lieu à Stockholm et regroupa plus de cent personnes ; une seconde rencontre eut lieu seulement deux mois après, regroupant soixante anarchistes près d'Uppsala, dans un endroit perdu au milieu de la forêt. Comme la plupart d'entre nous durent marcher pendant 9 Kms dans la nuit froide et complètement noire de l'hiver, nous pensons que cela donne une idée de l'intérêt des participants.

Nous restons en contact les uns avec les autres, ce qui est un bon point de départ pour une coopération ultérieure. Pour nous, cela signifie que notre journal est beaucoup mieux distribué. Celui-ci n'est pas très spectaculaire, et l'information que nous essayons de faire circuler n'est en grande partie intéressante que pour ceux qui sont déjà anarchistes. Mais nous trouvons qu'il est essentiel de faire circuler des informations sur la Suède et le débat anarchiste, comme sur le mouvement international. Après plusieurs années d'absence du mouvement anarchiste suédois, il y a beaucoup de groupes qui ne se connaissent pas entre eux. C'est ce qui nous fait croire qu'il va y avoir un développement important dans les années à venir.

Différentes interventions

Les principaux centres d'intérêt de l'anarchisme suédois sont : l'anarchisme dans le mouvement pacifiste, qui intègre le thème de la désobéissance civile, pour à la fois susciter l'intérêt des médias pour nos revendications (ce qui marche bien) et comme exemple d'une vie décente. Les anarchistes jouent aussi un rôle important dans le nouveau mouvement musical punk ; le mouvement des années 70 était dominé par les maoïstes, bien que comprenant quelques anarchistes. La vague punk a permis un regain d'attention pour l'anarchisme et, souvent, des magazines locaux se font l'écho de l'anarchisme aussi bien que de groupes de musique répandant des idées anarchistes. Ce qui donne une possibilité de travailler ensemble à partir de là.

Un autre centre d'intérêt de l'anarchisme suédois est représenté par les expériences alternatives qui concernent la vie de tous les jours. Un certain nombre d'activistes des années 60 et 70 ont créé des collectivités, ou même des petites communes agricoles, essayant d'agir de manière écologique. Ensemble, ils forment un mouvement alternatif qui est d'essence anarchiste. Quelques anarchistes se sont engagés dans la construction d'une banque alter-

sible pour les rétablir en pratique.

Situation sociale

Après ce tableau de la situation de l'anarchisme en Suède aujourd'hui, essayons de donner un aperçu du contexte social et traditionnel dans lequel nous travaillons.

La Suède est un pays où le Parti social-démocrate, après plus de 40 ans de pouvoir, reprend maintenant l'un des slo-

terne du Parti social-démocrate empêchent presque totalement le citoyen ordinaire d'influencer le cours de la vie politique. La situation devrait être explosive. Si ce n'est pas le cas, c'est sans doute dû au haut niveau de vie et au fait que l'injustice dans le système de sécurité sociale et de fiscalité provoque la division parmi les salariés et les consommateurs dépossédés.

Grâce au développement de plus en plus large du fichage et de l'informatique, les autorités ont la possibilité d'avoir toutes les informations qu'elles veulent sur chaque citoyen. Les autorités exigent en accord avec la loi, que les citoyens déclarent aux représentants de la province dans laquelle ils habitent, le nombre de pièces où ils vivent, où ils travaillent, etc. Les autorités harcèlent les parents célibataires dans le but d'avoir des renseignements sur leur vie sexuelle. S'ils ont trop souvent des relations avec le même partenaire, ils sont considérés comme profitant illégalement de la sécurité sociale.

Historique et perspectives

Il n'est pas étonnant qu'un mouvement libertaire se soit développé, par opposition au socialisme d'Etat, depuis le début du siècle.

En 1898, les Jeunesses socialistes quittèrent le Parti social-démocrate et formèrent en peu de temps des groupes dans le pays tout entier. Plusieurs maisons d'édition publièrent des ouvrages d'écrivains anarchistes, de Stirner et Tolstoï à Kropotkine et Bakounine. Il y eut des meetings et des actions un peu partout dans le pays. Le mouvement pacifiste en fut l'une des expressions les plus importantes.

Les Jeunesses socialistes participèrent aussi à la création du syndicat anarcho-sindicaliste S.A.C. qui eut un grand succès, comptant jusqu'à 30 000 personnes, et qui fut une composante radicale importante dans la lutte des classes.

La révolution russe et le mythe d'une patrie des travailleurs furent un coup dur pour le mouvement anarchiste suédois, car cela permit la création du Parti communiste. Et c'est ce qui causa l'effondrement des Jeunesses socialistes. Le nom a été repris récemment par un groupe de jeunes trotskystes qui n'a aucun rapport avec les anciennes Jeunesses socialistes.

La S.A.C. a maintenu en vie les idées anarchistes en publiant et en soutenant directement les groupes de Jeunesses socialistes survivants. Les anarchistes se réorganisèrent dans l'Association pour la propagande anarchiste, mais le grand renouveau a eu lieu à la fin des années 60. Concurrencé par plusieurs groupes d'extrême gauche, un mouvement anti-autoritaire fort, mais divisé, s'est développé. Les groupes de Jeunesses socialistes prirent un nouvel essor et des magazines furent publiés dans de nombreuses villes.

Aujourd'hui, il y a une forte tendance anarchiste dans les mouvements pacifiste, écologiste et musical. Mais nous n'avons pas réussi à former un mouvement anarchiste d'ampleur nationale dans les années 70 et 80. Les essais de 1976-1979 échouèrent à cause des différences de points de vue vis-à-vis de la violence révolutionnaire. Les dernières tentatives d'unification furent complètement stoppées lors de la répression de 1977 où les forces de police arrêtèrent 200 anarchistes et fabriquèrent de toutes pièces l'image d'une « organisation terroriste » anarchiste. En 1979, une conférence prit la décision d'arrêter la publication de *Brand*, l'organe du mouvement anarchiste depuis 1898.

Le magazine hebdomadaire publié par la S.A.C. est le journal libertaire le plus important à ce jour en Suède. Il s'intitule *Arbetaren*, il est de tendance modérée comparé à la dizaine d'autres périodiques anarchistes comme *Praxis*, *April*, *Total think about*.

La S.A.C. a arrêté ses publications littéraires du fait de problèmes économiques, mais au moins trois autres éditeurs continuent. L'un d'eux est un groupe qui s'appelle *Communidad*, qui vient de la *Comunidad de Sur* en Uruguay et qui, aussi bien dans son imprimerie que dans sa vie de tous les jours, préconise et essaye de mettre en pratique l'autogestion au sens le plus large.

Il nous est impossible de donner plus qu'une idée de la situation dans laquelle les anarchistes suédois travaillent. Nous sommes maintenant dans une période de construction d'un mouvement anarchiste nouveau et d'ampleur nationale. En tant que groupe, à Uppsala, nous avons repris la publication de *Brand*.

« Brand »



native et d'un réseau économique destinés à soutenir les activités alternatives. Les prêts comme l'épargne sont exemptés d'intérêt. Dénonçant l'effet dévastateur du loyer de l'argent sur la société, ils combattent l'économie traditionnelle et mettent en évidence le lien entre les taux d'intérêt et l'inflation.

L'anarcho-sindicalisme est un autre courant important, avec Sveriges Arbetares Centralorganisation (S.A.C.) et ses 17 000 adhérents ; mais ce syndicat a été, au cours des années, influencé par l'intervention de l'Etat, puisque chargé de la gestion des caisses de chômage, qui sont financées à 90% par l'Etat. La S.A.C. est tombée dans le réformisme pur et simple. Mais ses principes de base sont restés les mêmes et les anarchistes font tout leur pos-

gans du Troisième Reich : « Arbeit macht frei » (« Le travail rend libre »).

La société suédoise est caractérisée par un Etat puissant. D'un côté, il y a un système de prestations sociales très bien développé, mais de l'autre le contrôle de l'Etat sur les individus n'a d'équivalent dans aucun autre pays d'Europe occidentale.

La lutte de classes a été neutralisée par la longue domination social-démocrate. Les principaux syndicats sont liés à l'Etat par l'intermédiaire des partis. Le socialisme suédois, les formes de gouvernement, le mouvement coopératif et les hommes d'affaires sont capitalistes. La démocratie suédoise est totalitaire.

Le système des partis pour les élections et la discipline in-

JOURNÉE INTERNATIONALE EN BELGIQUE SUR L'ANARCHISME

COMME nous l'annonçons dans le M.L. n°522, une journée internationale sur l'anarchisme, organisée par l'Alliance libertaire de Bruxelles, s'est déroulée le samedi 24 mars à Bruxelles.

Cinq grands débats ont composé le programme de cette journée :

- Anarcho-sindicalisme (C.N.T. d'Espagne, C.N.T. française) ;
- Répression (Knastengruppe de Berlin, R.F.A.) ;
- Anarchisme et féminisme (Pays-Bas) ;
- L'anarchisme dans les Pays de l'Est (revue *Iztok*) ;
- L'organisation anarchiste (Fédération anarchiste française).

Cette rencontre a réuni de nombreux compagnons venus pour la plupart de Belgique, de Suisse, des Pays-Bas, d'Allemagne de l'Ouest, de France, ainsi que d'Espagne.

Environ 1 500 personnes ont participé aux débats tout au long de cette journée, et, c'est devant des salles comblées que se sont exprimés les divers orateurs. Placée sous le signe de l'échange mutuel, cette journée a permis aux différents participants de faire le point sur l'état de leur mouvement respectif et fut par ailleurs l'occasion de resserrer certains liens et d'en nouer de nouveaux.

Les relations Internationales

LA CONQUÊTE DES POUVOIRS PUBLICS

Il fut un temps où les socialistes, tout en briguant des fauteuils de députés et de maires, se prononçaient pour la Révolution — avec un grand R.

C'est cette époque qu'évoque l'anarchiste Jean Grave dans un petit fascicule *La Conquête des pouvoirs publics*, publié en 1911 dans la collection *Les Temps nouveaux* et tiré à 10 000 exemplaires. Dans ce texte, republié aujourd'hui, Grave fait le point, avec optimisme, sur le mouvement social des années 1900.

Un début de siècle où les travailleurs virent des ex-socialistes résoudre le problème social... en envoyant l'armée et les flics briser des grèves et charger des foules désarmées. La Belle Époque quoi !

Ce qui frappe d'abord, dans toutes les grèves qui se déroulent en ces temps derniers, c'est que nombre d'entre elles sont provoquées par des questions de dignité personnelle ou de solidarité ouvrière.

Et je constate avec satisfaction cette tendance, non pas parce que je pense que la question salaire soit à mépriser, mais pour noter au passage cette tendance qu'ont les ouvriers, de faire entrer en ligne de compte, à côté de la question matérielle, économique, le sentiment de leur dignité, et compris que ce n'est qu'en se solidarisant les uns les autres qu'ils arriveront à résister à leurs maîtres.

Supprimer le salariat

Défendre son salaire, chercher à l'augmenter, c'est la lutte de l'heure présente. Si le travailleur ne veut pas se voir réduire à des salaires de famine, il lui faut bien lutter sur ce terrain ; mais cette lutte ne fait que le défendre contre une exploitation sans mesure, elle ne l'empêche pas d'être exploité, n'entraîne rien le principe du patronat et du capitalisme ; elle peut durer indéfiniment.

Mais lorsque les travailleurs auront compris qu'ils sont les égaux de ceux qui les paient ou les commandent, lorsqu'ils sauront que la vie doit être égale pour tous, si la question de la défense du salaire continue à être pour eux dans l'état social actuel, une question de vie, ils sauront déjà que là n'est pas l'affranchissement, que la vraie lutte doit être pour la suppression de l'exploitation et du salariat.

Les sentiments de dignité et de solidarité se développant chez eux, ils sont amenés peu à peu à réclamer à leurs maîtres de nouvelles améliorations et, conscients de la justice de leurs réclamations, ils sont entraînés à vouloir les imposer lorsque ces derniers les leur refusent.

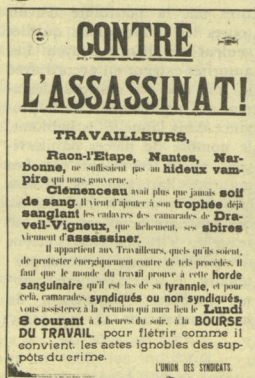
Conquérir le pouvoir politique

Mais, pour celui qui veut se donner la peine de réfléchir, ce qui frappe surtout dans les événements de ces derniers temps, c'est la faillite du fameux système de la conquête des pouvoirs publics.

Tous les socialistes se disant plus ou moins révolutionnaires vont partout, affirmant à leurs lecteurs, auditeurs et électeurs : « La société est mal faite. Vous êtes spoliés, volés, exploités ; c'est l'organisation sociale qui le permet, vous devez en réclamer la transformation.

« Cette transformation ne se fera pas sans luttes. Vos exploi-

teurs n'abandonneront pas de plein gré leurs privilèges. Comme ils procédèrent en 1789 à l'égard de la noblesse, pour la dépouiller de ses privilèges, il faudra que vous vous révoltiez pour leur reprendre ce qu'ils vous ont volé.



« Seulement, comme cette révolution sera lente à venir, comme il faut la préparer, comme il faut une discipline et des chefs pour mener cette lutte, usons de leurs armes pour les combattre.

« Ils se sont emparés du pouvoir politique pour assurer leur exploitation. Emparons-nous de ce même pouvoir politique pour détruire leur système. Nous avons le suffrage universel, qui vous permet d'envoyer vos défenseurs à la Chambre, dans les conseils municipaux, au Sénat où ils pourront faire des lois en votre faveur, exercer l'autorité pour vous faciliter la conquête de droits nouveaux. »

Les responsables de l'ordre

C'est la théorie, mais à la pratique, il en est autrement.

Qu'on fait les socialistes au Parlement depuis qu'ils y sont une force ? Rien en faveur de la réalisation effective de quelques points de leur programme.

Ils s'y livrent à un marchandage d'influences, où seuls les arrivistes trouvent satisfaction, rien pour la masse des électeurs.

Ces révolutionnaires en théorie, une fois élus, une fois qu'ils participent à la « gestion des affaires publiques », en sentent aussitôt la responsabilité. Eux qui, pour être élus, affirmaient à leurs électeurs que la société, étant mal organisée, elle doit disparaître, que les travailleurs ne doivent pas cesser de protester et de réclamer, une fois nantis du pouvoir légal, une fois que « responsables de l'ordre », ils ont à user du pouvoir qu'ils détiennent, c'est toujours pour engager la population au calme, à la modération, à l'inér-

tie, usant de la force pour faire respecter les ordres du pouvoir central.

Nous avons vu cela, jadis, au temps où Limoges avait une municipalité et un maire socialistes. Leurs électeurs s'étant révoltés, le maire, Labussière, se mit à genoux, les larmes aux yeux, adjurant la foule de se tenir tranquille, d'attendre bêtement de ses exploitateurs le don gracieux de ce qu'elle demandait, alors que c'était leur refus net, décisif, de rien accorder qui était la cause du tumulte.

En une autre occasion, lors de manifestations du 1^{er} Mai, c'étaient le maire et la municipalité de Toulon, socialistes, eux aussi, qui, dans un ordre du jour conçu en des termes énergiques, stigmatisaient et flétrissaient d'infamie quelques-uns de leurs électeurs qui avaient osé malmené quelque peu des officiers dont la morgue avait dû être relevée.

C'est le pouvoir qui conquiert

On objectera que leur méthode n'est pas la nôtre ; qu'ils sont pour les moyens pacifiques contre les moyens violents, que, convaincus de l'efficacité de l'action légale, ils ne peuvent que réprover tout mouvement qui va contre l'ordre.

D'accord, mais alors pourquoi parlent-ils de révolution ? Et, lorsque, en des périodes d'exaspération, la foule se précipite contre les agents de l'autorité, pourquoi les voit-on faire la besogne du gouvernement ?

Dans les mouvements populaires, tous les révoltés ne sont pas des anarchistes. Il s'y trouve sûrement des électeurs, de ces révolutionnaires repentis qui, naïfs, ont pris pour argent comptant les boniments qu'on leur débitait pour obtenir leur vote. Seulement, en restant dans la foule, ils sont restés des réclameurs, des protestataires qui n'avaient pas à s'inquiéter des responsabilités ; ils se sont trouvés entraînés à l'action lorsque les circonstances l'ont exigé. Et c'est ce qu'auraient pu faire le maire, le député, les municipalités si, sincères, ils étaient restés dans la foule, au lieu de conquérir le pouvoir.

Du reste, conquérir le pouvoir n'est qu'un euphémisme pour un socialiste dont le rôle est de protester, toujours et quand même. Un socialiste ne conquiert pas le pouvoir, c'est le pouvoir qui le conquiert.

On ne voit pas un maire, un député, un ministre — si socialistes se diraient-ils — se mêlant aux mouvements de la rue (1), faisant partie des démonstrations contre les patrons, contre l'autorité, alors qu'ils ne manquent pas de le faire lorsqu'il fallait se faire connaître ou dans leur période de sincérité ; mais, une fois en leur nouvelle situation, ils ne peuvent plus être des adversaires résolus, intraitables, du pouvoir et des exploitateurs ; s'il se présente un conflit, ils adjurent « leurs, chers administrés » de se tenir tranquille, d'oublier les paroles de révolte que la chaleur et l'entraînement d'un dis-

cours leur ont autrefois fait lâcher. Devenus détenteurs de l'autorité, ils ne peuvent s'en servir que pour défendre les institutions existantes.

S'ils ne veulent pas se mettre carrément contre les révoltés, ils se font enlever momentanément leur part d'autorité — comme on l'a vu à Limoges — par leur supérieur en grade. On les en récompense plus tard par une recette générale.

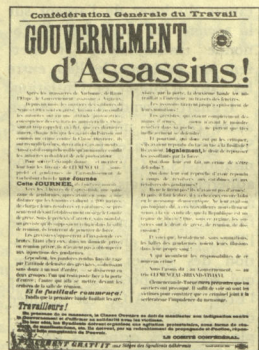
Et les bourgeois ont si bien compris combien l'exercice du pouvoir était néfaste aux idées de bouleversement social qu'ils n'hésitent pas à l'exercer de concert avec les socialistes.

Habituer à exiger et non à quémander

On n'a pas encore compris qu'il y a, dans l'ordre social actuel, des réformes anodines qui bon gré, mal gré, peuvent se réaliser sans trop de secousses, le parlement les enregistrant une fois qu'elles ont conquis la masse ; mais qu'il y en a d'autres — les plus vitales — qui ne peuvent s'accomplir qu'en culbutant par la force ce qui les entrave, et qu'il faut que cette force s'affirme de temps à autre. L'émeute dans la rue ne prouve rien en faveur des revendications ouvrières, diront les légalistes ; c'est une folie, et il est humain de chercher à enrayer un mouvement qui ne peut que faire des victimes.

Lorsqu'un mouvement débute, on ne sait jamais comment il se terminera. Si on n'en est pas partisan, on n'a qu'à se retirer, mais c'est faire œuvre de réactionnaire que d'essayer de l'empêcher. Car, on n'empêche jamais la poussée révolutionnaire d'une foule, on ne fait que l'affaiblir en apportant le trouble et l'indécision parmi ceux qui veulent agir.

La lutte dans la rue ne prouve rien en faveur des réclamations des ouvriers contre leurs exploitateurs ; mais pour qu'une collision se produise, il faut un mo-



tif, sinon une raison, cela habitue les individus à résister à l'autorité, elle les habitue à exiger et non à quémander. Et si, à chaque fois que, pour intimider un mouvement, le gouvernement se permet d'arrêter à tort et à travers parmi les plus résolus, les gens se solidarisent avec les persécutés, nous n'aurions sans doute pas encore la disparition du gouvernement, mais une notable diminution de son action. Ce qui serait déjà quelque chose en attendant mieux.

Contre l'exploitation et contre l'oppression

Qu'en savent-ils, ceux qui au moment où un mouvement se dessine, déclarent qu'il ne produira rien ?

Ce qu'ils en savent, c'est qu'en cas de défaite il y aura des responsabilités à encourir, et que ces responsabilités tomberont sur les plus en vue. Et comme ils sont des chefs, ils ne veulent pas encourir ces responsabilités.

Une fois pris dans l'engrenage gouvernemental — maire, député ou ministre — ils sont prisonniers de leur nouvel entourage. Sous peine de passer pour des fous, ou de se voir expulser de leur nouvelle situation, ils peuvent bien rester des intrançais en théorie, mais en pratique il leur faut prendre parti dans les questions « opportunes ou inopportunes ». Et sont inopportunes, toutes celles qui mettent à nu l'anarchisme entre possédants, et non-possédants, entre gouvernants et gouvernés.

Tandis que pour ceux qui font partie du pouvoir, il y a des questions d'opportunité — qui amène par exemple l'ancien anarchiste Brousse (2), à déclarer qu'il ne se sentira pas gêné à serrer la main du morveux d'Espagne, dont les ministres font torturer pour délits d'idées les anciens coreligionnaires du président du conseil municipal de Paris ; à voter contre la suppression des lois scélérates, comme les députés socialistes, ou à voter un ordre du jour de confiance en faveur du ministre qui couvre de son autorité les fusilleurs d'ouvriers. Il n'y a pas de questions d'opportunité ou d'inopportunité pour ceux qui souffrent de la misère et de l'exploitation.

Pour eux, il y a des revendications à formuler à toute heure, en tous lieux, en toute occasion. Il y a à résister contre l'exploitation, contre l'oppression à tous moments, à tout essai de les faire peser plus lourdement sur leurs épaules ; passivement quand ils ne peuvent davantage ; activement, lorsque l'occasion s'en présente. Et c'est ce qui fait que les foules auront toujours contre elles ceux qui prétendent les diriger.

Jean Grave

(1) On l'a vu cependant dans les événements de Midi et de la Champagne, mais il ne s'agissait pas, là, de transformer l'état social, mais de réclamer de l'Etat, certains avantages commerciaux, assurant un certain monopole aux régions révoltées. Et encore désertèrent-ils le mouvement lorsque les manifestants eurent recours aux moyens révolutionnaires pour appuyer des revendications qui ne l'étaient pas. [Sans doute s'agit-il des émeutes vnicoles de 1905 !]
(2) Au sujet de monarques qui n'avaient pas sur la conscience les tortures de Montjuich et de Xérès, voici ce qu'écrivait en 1878, le journal *L'Avant-Garde*, rédigé par le même Brousse : « Nous ignorons quels procédés plus certains l'avenir tient en réserve. Mais il pourrait bien se faire que ceux qui croient fermement qu'on peut, dans une poitrine royale, ouvrir une route à la Révolution, fissent bon marché du salut de l'entourage ! Que pour se trouver enfin seuls, face à face avec un portecouronne, ils marchassent à lui, au travers de la tourbe des courtisans secoués, dispersés, rompus au bruit et à la leur des bombes. » [A une certaine époque, Brousse était membre de la Fédération jurassienne.]

CS

REVUE

« MAGAZINE LIBERTAIRE N°1 »

L'idée n'est pas nouvelle. Voila des mois qu'en discutant entre compagnons, on se disait qu'on avait bien besoin d'un organe à mi-chemin entre le *Monde libertaire*, *La Rue*, et *Radio-Libertaire*. Un groupe de copains s'est lancé dans l'aventure de combler ce vide en créant le *Magazine libertaire* dont le premier numéro vient de sortir.

Un premier numéro qui frappe et, disons le immédiatement, qui frappe fort. Jugez-en plutôt par le sommaire.

On ouvre sur un texte de Léo Ferré, l'ami de toujours, celui qui, depuis 1955 répond présent pour défendre le *Monde libertaire* ou *Radio-Libertaire*. Léo qui écrivait dans le numéro 1 de *La Rue* en... mai 1968 et qui signe ici un merveilleux texte : « Une page n'est jamais blanche ». Premiers traits sur la première page du numéro 1. A vous de les découvrir.

Nous poursuivons par un article de Maurice Joyeux. Celui-là aussi a été et est toujours de tous les combats. Inutile de le présenter. Il n'a pas son pareil pour faire grincer les dents des autoritaires et des imbéciles. Une fois encore, il part en guerre contre les politiciens de tous bords, mais aussi contre tous ceux qui voudraient enfermer l'anarchisme dans un dogme à jamais figé, contre tous ceux qui n'ont que le mot

« Pouvoir » à la bouche, et contre tous ceux qui « croient » au matin du grand soir comme on croit en une idole. L'anarchisme, c'est la revanche de l'intelligence sur la croyance et tant mieux si cela doit nous obliger à remettre sans cesse en question ce que l'on pensait à jamais établi.

Et puis, et puis... Un rappel de ce qu'a été la lutte des radios libres. Rapide et simple, il pourra sembler superficiel à tous ceux qui vivent au quotidien la lutte contre le monopole d'Etat. Mais il permettra aux auditeurs de se rendre compte des combats qu'il a fallu mener et de tout ce qui reste à faire pour que la liberté d'expression ne soit plus l'apanage de ceux qui nous gouvernent que ce soit par les lois ou par le fric.

« Art et contestation » par Michel Ragon ou comment et pourquoi l'art ne peut-être que révolutionnaire, comment et pourquoi le risque permanent de se bureaucratiser peut-il tuer le créateur.

« Chante toujours, tu m'intéresse », article dans lequel Gil Cerisy (chanteur homosexuel que les auditeurs de *Radio-Libertaire* connaissent bien) explique comment ceux qui refusent de chanter des niaiseries, se voient les portes fermées sur les ondes officielles et la plupart des radios « libres ».

On continue ? Mais on pourrait comme cela remplir toute cette page. Alors citons seulement René Pic et l'art, toujours l'art mais le « non officiel », Alain Gesgon, ce fou de l'affiche qui en collectionne plusieurs milliers et les expose régulièrement. Serge Pieters : « La vie associative », pourquoi ? Comment ? Serge Livrozet qui gueule depuis des années son « Droit d'écrire ». Une interview de Manara autour des planches que *L'Echo des savanes* lui a censuré lors de la publication du « Déclat ». Des notes sur des livres, bandes dessinées, disques... Ou, ça y est, nous sommes arrivés au bout.

Le tout avec une présentation soignée, papier grand luxe (et croyez bien que ça apporte au plaisir de lire), vous avez une pâle image de ce nouveau moyen d'expression de la Fédération anarchiste.

Trimestriel, son prix ? 20 F (en vente à la librairie du *Monde libertaire*), mais le plus simple est de s'y abonner, d'autant plus qu'il n'est pas distribué en kiosques. 140 F les 8 numéros, soutien à partir de 200 F, à l'ordre de Messages libres.

Nous qui sommes un peu dans le secret des concepteurs, on peut vous promettre d'ores et déjà que les prochains numéros ne laisseront rien au premier... mais chut, affaire à suivre. Gr. Fresnes-Antony.

Soutenez Le Monde Libertaire Souscrivez

SUR RADIO-LIBERTAIRE : « ATTENTION FRAGILE »

UNE nouvelle émission est née sur *Radio-Libertaire* ; tous les quinze jours, le jeudi matin de 9 h 30 à 11 h 30, nous tenterons de proposer une alternative face aux problèmes posés par le tiers monde et le phénomène écologiste.

Cette série d'émissions débutera le 5 avril par une introduction sur la question tiers-mondiste et les effets néfastes des aides — ou prétendues telles — des gouvernements occidentaux.

Le rendez-vous est pris et ce n'est certes pas la matière qui manquera !

Corinne, Pierre-Yves

CINÉMA

« L'ASCENSEUR »

BON d'accord je prends l'escalier, normal, humain, quoi ! Après la projection de ce film hollandais, on ne peut que s'acheter une nouvelle paire de godasses. C'est pas que je sois maso ou que j'adore serrer la main de mon voisin, mais les films à frissons m'ont toujours attiré. Pas vous ? Bien sûr les longs métrages, style « Massacre à la pelleteuse » ou encore « L'éternel retour du Zombi », ne me comptent pas dans leurs supporters ; mais vous qui lisez les polars d'Agatha ou les bouquins de Bradbury ne me dites pas qu'une bonne frayeur... Quant aux autres, ils n'ont qu'à s'agglutiner devant l'écran d'« Un amour de Swan ».

Pour en revenir à ce film, qui a obtenu le Grand Prix à Avoriaz, on peut applaudir le scénario et la mise en scène ; préparation subtile du spectateur

avec des plans-séquences et des manipulations de caméra originales.

Sans la hisser au niveau des réalisations de l'ancêtre british (Hitchcock), on peut remarquer que « L'Ascenseur » est une œuvre défrichée des effets débiles rencontrés dans la plupart des cas et qu'il reste crédible aux yeux des spectateurs.

D'ailleurs le dernier festival d'Avoriaz a vu naître une nouvelle forme de scénarios ; oubliaient les monstres en carton et les fleuves de sang, les réalisateurs se contentent, souvent avec brio, d'effrayer nos sens avec des faits ou des choses du quotidien : une automobile (« Christine ») ou un ascenseur.

Enfin, si après avoir vu le film, vous ne prenez pas l'escalier, c'est à désespérer !

Gr. de Nice

INVITÉS

DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 5 avril : « Du coin des marmites » (11 h 30) : le restaurant Robespierre. « La mémoire des sons » (14 h) : Brahms. « La vie d'artiste » (16 h) : Pierre Delarme. « Blues et jazz en liberté » (22 h) : Horace, photographe.

• Vendredi 6 avril : « De bouche à oreilles » (16 h) : Jean Vasca. « Le front des radios libres » (18 h) : petites et grandes nouvelles. « Radio-Esperanto » (19 h) « L'Invité quotidien » (20 h) : André Simon parle de l'œuvre de l'écrivain libertaire Han Ryner.

• Samedi 7 avril : « Samedi et vous » (10 h) : anthologie du jazz « Nouvel Orléans ». « Radio-Libertaria » (14 h) : petites et grandes nouvelles d'Amérique du Sud. « Prisons » (20 h) : l'A.R.A.P.E.J.

• Dimanche 8 avril : « Ici Dieu, à vous Paris » (10 h) : avec la collaboration de la Libre Pensée. « Corsica domane » (14 h) : revue de presse, infos, émission bilingue. « Trisomie 21 » (20 h) : retransmission en différé de Visa 84 avec Berurier noir, Les Martyrs et Poison-Girls.

• Lundi 9 avril : « M.A.D. » (9 h) : Mouvement pour l'autogestion distributive. « De la lyre aux délires » (11 h) : un nouveau cadavre, Aragon. « Le sac à malices » (14 h) : pour les oreilles très très fines. « Radio-Libertaria » (20 h) : Albeniz Granados, histoire de la musique espagnole.

• Mardi 10 avril : « La mémoire sociale » (10 h) : histoire du mouvement ouvrier. « Spécial cirque » (14 h) : tout sur le cirque. « L'Invité quotidien » (20 h) : Patrick Meney, auteur du livre : *Les mains coupées de la taïga*. « Contre-champ » (22 h) : nouvelle émission sur le cinéma.

• Mercredi 11 avril : « Le bal des affreux » (10 h 30) : Yves Lecordier revient du « Printemps de Bourges ». « Tam-Tam » (18 h) : magazine antimilitariste. « Allo maman bobo » (19 h) : sympathicothérapie et auriculothérapie avec Ricard (!).

« HISTOIRE DE L'ANARCHIE »

« DES ORIGINES À 1880 » Par Claude Harmel

NOTE DE LECTURE

AVoir le livre de Claude Harmel (1) on hésite. Quatre cent soixante douze pages, ça laisse rêver ! On se dit qu'il va falloir des jours et des semaines pour en venir à bout. Car les gros livres d'histoire, n'est-ce pas, c'est généralement du genre indigeste. Chaque page y est bourrée jusqu'à la gueule de faits, de dates et de citations. Chaque paragraphe y plie sous le poids des multitudes humaines et des innombrables idées qui y grouillent. Chaque chapitre craque sous la poussée des décennies et des siècles qui s'y entassent.

Bref, ce genre de bouquin, c'est toujours un peu l'angoisse et j'avoue qu'avant d'en commencer la lecture, je m'étais préparé psychologiquement à en baver ! Et puis, surprise ! Au fil des pages, je me suis mis à accrocher de plus en plus ! C'était littéralement passionnant ! Et je l'ai lu d'une traite.

On l'aura donc compris, ce livre est un livre super. Comme dans tous les livres d'histoire sérieux, les faits, les dates, les citations y abondent. On ap-

prend plein de choses : sur le curé Meslier, sur la révolution française et les Enragés, sur Jacques Roux, Jean Varlet, Jean Reclerc, Godwin, Proudhon, Stirner, Bellegarigue, Déjacques, Cœurderoy, Bakounine, la Première Internationale... Tout y est. Et à chaque fois, les hommes et les idées sont replacés dans leur contexte.

De plus, la construction de ce livre, qui est chronologique, fait se mêler et s'entrecroiser les premiers violons et les seconds rôles du moment, des individus au sommet de leur « gloire », d'anciennes « gloires » et de futures « gloires ». Pour ce qui concerne la croissance de la Première Internationale, par exemple, cette méthode narrative nous permet de voir se côtoyer un Proudhon à un an de sa mort, véritable monument du mouvement ouvrier, un Marx quasi inconnu mais à l'aube de mettre la main sur l'Association internationale des travailleurs, et un Bakounine qui commence seulement à s'éveiller à l'anarchisme.

Comme on le voit, cette « Histoire de l'anarchie » dont le sérieux, la précision et la richesse sont indéniables se distingue radicalement de ces successions de biographies sans âmes et de ces grandes explications théorico-philosophiques, souvent savantes mais arides, qui dominent dans le genre. Là, l'histoire est racontée et analysée de manière globale... et vivante.

De ce fait, qui témoigne de l'extraordinaire maîtrise de l'auteur par rapport à son sujet, la lecture de cet ouvrage est agréable et vivifiante. Et comme de plus le style est vif et alerte, ça en devient un véritable plaisir.

En conséquence, que vous recherchiez une première approche ou un approfondissement des idées anarchistes, n'hésitez pas, ce livre vous comblera, et on ne peut que regretter qu'il s'arrête en 1880.

J.-M. Raynaud

(1) Editions Champs-libre, en vente à la librairie du Monde libertaire, 150 F.

Le syndicalisme a cent ans. Officiellement. En vérité, les travailleurs n'avaient pas attendu la loi du 21 mars 1884 pour lutter et s'organiser. Comme il arrive souvent les législateurs avaient entériné un fait irréversible.

Ce centenaire a été l'occasion saisie par un homme du Monde, M. Michel Noblecourt, pour se pencher sur le syndicalisme de cette fin de XX^e siècle, et pour l'ausculter. Bien entendu, les considérations et le diagnostic de cet éminent docteur présentent pour nous bien peu d'intérêt. En revanche, les propos de dirigeants syndicaux recueillis par le plume méritent sans doute un brin d'attention, autant à cause de ce qu'ils expriment que de ce qu'ils taisent.

Un « intérêt général » qui ne nous intéresse guère

Première question : à quoi sert le mouvement syndical sous un gouvernement de gauche censé « représenter la classe ouvrière et défendre ses intérêts ». André Bergeron répond : « Il y a une différence de nature. Qu'il soit de gauche ou de droite, le gouvernement tient compte de l'intérêt général. Nous, nous tenons compte de l'intérêt des salariés que nous représentons. » Ainsi, il existerait un « intérêt général » qui concernerait donc de la même manière les exploités et les exploités ! Mettre en balance cet intérêt « général » et celui des salariés conduit inévitablement à la collaboration de classes et c'est bien là que se situe un des points de rupture entre le réformisme et l'anarcho-syndicalisme. Nous continuerons à penser, pour notre part, qu'un gouvernement, fut-il de gauche, ne sera jamais autre chose que le conseil d'administration des affaires de la bourgeoisie.

Kaspar décomprime

A propos de « l'action de défense » du syndicalisme, Jean Kaspar, secrétaire national de la C.F.D.T., exprime, en quelques mots, toute la philosophie du « recentrage ». Il ne veut pas que le « syndicat se transforme en groupe de pression. Il faut accepter de ne pas défendre systématiquement un certain nombre de différences. »

Si face à l'extraordinaire groupe de pression que constitue le patronat et l'Etat, le syndicat n'agit pas comme un groupe de « contre-pression », on ne voit pas à quoi il peut servir. Et que penser de ces « différences » qu'il ne faut pas défendre sinon que nous devons laisser remettre en cause les acquis de certains secteurs. C'est l'alignement vers le bas, au nom, bien sûr, des « nouvelles solidarités ».

Quant à l'attitude à l'égard du pouvoir, l'itinéraire de la C.F.D.T. est parfaitement balisé entre un article d'Edmond Maire du 29 mai 1975 dans *Syndicalisme hebdo* et les propos de Kaspar aujourd'hui. Maire écrivait : « Si la gauche au pouvoir se contente de gérer le capitalisme, la C.F.D.T. la contestera sans ménagements. » En 1984, Kaspar explique à Noblecourt : « On ne peut plus, depuis 1981, céder à la facilité de la critique pure et simple ».

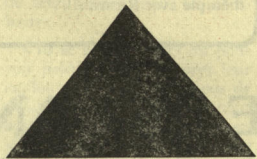
Eh bien ! cédonons à la facilité pour expliquer ce que Kaspar tait, à savoir que le gouvernement de gauche, avec une compétence que lui conteste injustement la droite, recherche toutes les combines, toutes les astuces possibles et imaginables pour faire payer la note de la crise aux travailleurs, aux chômeurs, aux retraités.

La chasse aux mythes...

Il n'est pas question, un seul instant, pour Kaspar de remettre en cause le système capitaliste. Ni d'ailleurs pour les autres leaders syndicaux interviewés. Au contraire, le secrétaire national de la C.F.D.T. écrit : « Toute une série de certitudes que le mouvement syndical s'est forgées s'écroulent... ». Ce qui fait s'interroger M. Noblecourt : « la mutation du syndicalisme passe-t-elle par la fin des mythes sur lesquels il a parfois fondé son combat ? »



CENTENAIRE LE SYNDICALISME A BESOIN D'UNE CURE DE JOUVENCE



Un mythe qu'il faut abandonner, si l'on en croit Marc Gagnaire, secrétaire général de la fédération agro-alimentaire C.F.D.T., c'est celui de « l'unité de la classe ouvrière ». « Les projets individuels des salariés n'ont jamais été identiques, écrit-il dans *C.F.D.T. Aujourd'hui*, mais l'évolution de la société et des entreprises a renforcé l'individualisation des besoins, des aspirations, des attitudes. »

La belle découverte ! Déjà, au congrès anarchiste d'Amsterdam, en 1907, Malatesta avait mis en évidence la concurrence, les divergences d'intérêts qui peuvent se manifester dans la classe ouvrière. Agir en sorte que cette concurrence, que ces divisions s'estompent et cèdent la place à la solidarité ouvrière, c'est précisément l'un des principaux rôles du syndicalisme, quand il demeure fidèle à ses principes d'origine. Il s'agit de solidarité dans la lutte, pour des objectifs communs et cela n'a rien à voir, bien sûr, avec les « nouvelles solidarités » à la façon d'Edmond Maire.

Cette concurrence entre travailleurs, le patronat a eu plus d'un tour dans son sac à malices pour l'exacerber et en tirer profit. Il faut bien dire qu'il a été aidé en cela par tous les syndicats réformistes, ardents

défenseurs de la hiérarchie et qui font leur régal du foisonnement des revendications catégorielles.

Toujours et encore les « mutations »

L'autre dada enfourché par les chevaliers du « néo-syndicalisme » est celui des mutations technologiques qui bouleverseraient le paysage économique et social, et serviraient d'alibi à bien des revirements. Mais toute l'histoire du capitalisme n'est-elle pas une suite ininterrompue (à des allures différentes sans doute) de « mutations » et de transformations technologiques ? Bien des métiers de la fin du XIX^e siècle avaient disparu en 1936 et les technologies que l'on utilisait dans les entreprises en 1968 avaient singulièrement évolué depuis le Front populaire. Exemple entre mille, les femmes qui en 1984 pianotent à longueur de journées devant un petit écran sont-elles moins exploitées que les usineuses de la métallurgie, avant-guerre ? Les rapports Capital-Travail sont-ils transformés par les ateliers « superrobotisés » dont parle Marc Gagnaire ou par la « révolution des ordinateurs » évoquée par Noblecourt ?

Mais nous voyons venir tous ces gens-là, avec leurs gros sabots. Au nom des « mutations », ils veulent engager toujours plus en avant le syndicalisme sur la voie de la cogestion. C'est déjà bien parti dans les entreprises publiques avec l'élection d'administrateurs salariés.

A ce propos, il y a bien peu de distance entre la position de Bernard (C.F.T.C.) qui explique : « On est conduit à s'insérer un peu dans la gestion des entreprises pour qu'elles intègrent les préoccupations humaines et sociales », et celle de Kaspar expliquant que « le syndicalisme doit montrer par des propositions que d'autres types de gestion, d'organisation du travail, de relations du travail sont possibles ».

La C.G.T., nul ne l'ignore, se précipite sur toutes les places offertes et la *Vie ouvrière* écrit : « Gérer, oui. (...) Il n'est pas indifférent que des travailleurs fassent la démonstration de leur capacité à se situer sur le terrain de la gestion ». Seulement, F.O. se prononce énergiquement contre... ce qui ne l'empêche pas de participer aux élections des conseils d'administration chez Renault et ailleurs. Et si elle refuse la cogestion économique dans les entreprises, par sa politique « contractuelle » elle participe bel et bien à la cogestion sociale du système capitaliste.

A tous les amateurs — et futurs professionnels — de la cogestion, nous opposerons sans cesse ce que proclamait la Charte d'Amiens : « Le syndicat aujourd'hui groupement de résistance, sera demain le groupement de production, base de la réorganisation sociale ».

« Sera demain », c'est-à-dire quand nous aurons balayé Etat et patronat. A 78 ans, la Charte d'Amiens n'a pas une ride. Centenaire, le syndicalisme a besoin, lui, d'une bonne cure de Jouvence. Il appartient aux anarcho-syndicalistes de la lui administrer.

Sébastien Basson

DES BILLES DANS LES ENGRENAGES

S.K.F.-IVRY : BIG BROTHER DANS LES ENTREPRISES

C'est dans un contexte de blocage que fut dévoilé à la presse nationale et locale, le 12 mars 1984, un dossier lourd et compromettant pour la patronat français. Voilà plus de 5 mois que l'usine S.K.F. d'Ivry-sur-Seine, fabriquant des roulements à billes, s'est transformée en « Fort Chabrol » ; la direction ayant reçu le 27 octobre 1983 l'autorisation, émanant de l'inspection du travail, de licencier 585 personnes. En réponse donc, les travailleurs, sous l'initiative de la C.G.T., ont décidé l'occupation des locaux jusqu'à d'éventuelles négociations.

Un plan de relance sera proposé et aussitôt refusé par le conseil d'administration de l'usine, comprenant entre autres : François Ceyrac (ex président du C.N.P.F.), Jean Panhard, Roland Peugeot, bien connus pour leurs méthodes patronales de choc. C'est donc dans cette situation, hermétique à toute solution négociée que les délégués syndicaux décident de porter à la connaissance du public l'inqualifiable fichage auquel les candidats à l'embauche furent soumis.

Une vie privée
contre 81 F

Le 14 novembre, les délégués C.G.T. découvrent sur le bureau de l'adjoint du chef du personnel, un fichier comportant 598 noms et annotations concernant chaque personne désireuse d'obtenir un emploi à l'usine S.K.F. d'Ivry, entre le 23 avril 1971 et le 17 juin 1982. En effet, la direction de S.K.F. se livrait à un véritable travail d'espionnage. A son service, se trouvait une société (D.E.T.I.C., 26, avenue Joffre, Chantilly) spécialisée dans cette lamentable besogne et ayant recours aux services de correspondants dans deux commissariats de police (Ivry et Vitry) et d'un agent des Renseignements généraux de la région parisienne.

Les renseignements, ainsi accumulés, avaient trait à la vie privée, professionnelle, politique, syndicale et associative. Sur chaque ligne de ce sinistre registre, se trouvaient le nom du candidat à l'embauche, suivi de son prénom, puis différentes rubriques telles que la date d'envoi des renseignements, la date des factures... et enfin, les diverses annotations concernant la vie de chaque personne. Voici quelques exemples de commentaires anti-syndicaux, racistes, sexistes, poli-

tiques ou bien anti-jeunes :

- M. X. : « Sympathisant C.G.T. mais honnête » ;
- Mme Y. : « A des fréquentations déplorables, notamment avec des nord-africains » ;
- Mme Z. : « Bien au début, mais enceinte » ;
- M. W. : « Extrême gauche, peu courageux » ;
- M. K. : « Porte des banderoles P.C. » ;
- Mme T. : « N'est pas très correcte comme beaucoup de jeunes actuellement ».

La liste est longue, 598 annotations de ce genre, facturées selon les régions d'origine de la personne enquêtée : région parisienne, 81 F ; province, 239 F ; étranger, 450 F. L'effectif de S.K.F.-France étant de 5 000 salariés, il est facile d'imaginer les sommes d'argent gâchées sur le dos et contre les travailleurs.

Big Brother
est parmi nous !

Il est difficile de qualifier de tels agissements. L'année 1984, c'est avant tout l'année de George Orwell, de son livre et de Big Brother. Voici une illustration parfaite de l'application des prémonitions d'Orwell. Big Brother est déjà dans les entreprises par l'intermédiaire de la police et des sociétés de renseignements. Le patronat choisissant ses employés suivant ses critères et démontant un syndicat faute de membres, n'est-ce pas là, la meilleure garantie d'une paix sociale ?

Il est à noter la part importante de la C.G.T.-Métallurgie dans l'action entreprise à la S.K.F. Seule rempart contre le patronat, ce syndicat a permis une continuité dans les actions d'éclat (blocage de camions S.K.F. venant d'Italie, manifestations, etc.) tout en mobilisant suffisamment de personnes pour entamer un sixième mois d'occupation.

Si l'on admet que les actes d'espionnage sont intolérables vis-à-vis de la classe ouvrière et de sa vie privée, il est d'autant plus inadmissible d'entendre le patronat ne pas nier l'existence de fichiers, mais tout au contraire reconnaître comme tout à fait normal et courant de tels agissements.

Il appartient à nous tous de dénoncer le fichage dans les entreprises surtout à l'heure où l'ordinateur entre dans les sociétés les moins développées ; aujourd'hui c'est un cahier noir découvert par hasard, mais à quand le listing d'ordinateur ?

Dominique